UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Essai d'interprétation de la crise d'octobre 1993 et ses conséquences en commune Muhuta (de 1993 à 2009)

Ndagijimana, Claudette; Sous la direction de : Gaspard Nduwayo

2011
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1370

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
Département d'Histoire

ESSAI D'INTERPRETATION DE LA CRISE D'OCTOBRE 1993 ET SES CONSEQUENCES EN COMMUNE MUHUTA (De 1993 à 2009)

Par :
Claudette NDAGIJIMANA

Sous la direction de :

Gaspard NDUWAYO

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire

Option : Enseignement et Recherche

Bujumbura, juin 2011

A toute ma famille,
A tous mes amis et connaissances,
A toutes les victimes des guerres civiles,
A tous ceux qui sont fiers de ce pas franchi,

Ce mémoire vous est dédié.

REMERCIEMENTS

Au moment où nous mettons un terme à notre séjour à l'Université du Burundi, il est de notre devoir de reconnaître que la réalisation de ce mémoire est le concours de plusieurs personnes.

Notre profonde gratitude s'adresse tout d'abord, au Professeur Gaspard NDUWAYO qui, malgré ses nombreuses occupations, a accepté d'assurer la direction de ce mémoire. Sa disponibilité, sa compréhension et ses conseils nous ont permis d'arriver au bout de notre travail.

Aux enseignants qui nous ont formé tant humainement que scientifiquement surtout ceux de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, le meilleur de ce que nous sommes leur revient.

Notre gratitude s'adresse principalement aux familles Joseph GAHUNGU et Alphonse NKUSI pour l'aide, le soutien tant moral que matériel apportés tout au long de nos études. Qu'ils trouvent ici l'expression de vive reconnaissance pour avoir participé à notre formation humaine et intellectuelle.

Nous remercions également nos compagnons de formation qui, par leur esprit d'entente et de compréhension, ont construit un climat propice au bon déroulement de notre formation.

A toutes les personnes qui ont accepté de répondre à nos questions lors de nos enquêtes, nous disons sincèrement merci.

LISTE DES TABLEAUX ET CARTE

Tableau 1 : Classement des provinces selon les résultats des élections présidentielles 35
Tableau 2: Résultats des présidentielles par candidat 42
Tableau 3: Répartition des personnes sinistrées par province par ordre décroissant 65
Carte de la commune Muhuta 9

LISTE DES ANNEXES

Annexe n°1 : Questionnaire d'enquête 89

SIGLES ET ABREVIATIONS

FRODEBU	: Front pour la Démocratie au Burundi
HCR	: Haut Commissariat pour les Réfugiés
MRRDR	: Ministère à la Réinsertion, à la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONU	: Organisation des Nations Unies
op.cit.	: opere citato
PALIPEHUTU	: Parti pour la Libération du Peuple Hutu
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
P.G.L.	: Pays des Grands-Lacs
P.P.	: Parti du Peuple
RPB	: Rassemblement du Peuple Burundais
RPP	: Régie de Production Pédagogique
UNICEF	: United Nations International Children's Emergency Fund
UPRONA	: Union pour le Progrès National

TABLE DES MATIERES

DEDICACE i
REMERCIEMENTS ii
LISTE DES TABLEAUX iii
LISTE DES ANNEXES iii
SIGLES ET ABREVIATIONS iv
TABLE DES MATIERES v

INTRODUCTION GENERALE 1
A. Choix et intérêt du sujet 2
B. Problématique du sujet 3
C. Délimitation temporelle du sujet 4
D. Choix méthodologique 4
E. Articulation du travail 4
F. Difficultés rencontrées 5

CHAPITRE I : LA COMMUNE MUHUTA A LA VEILLE DES ELECTIONS DE JUIN 1993 6
1. Présentation de la commune 6
- *Au point de vue géographique* 6
- *Au point de vue historique* 6
- *Au point de vue socio-culturel* 7
a. Santé 7
b. Enseignement 7
c. Religion 8
2. Le climat politique à la veille de la crise d'octobre 1993 10
2.1. La variable « Appartenance ethnique » 12
2.1.1. Les ethnies existent-elles au Burundi ? 12
2.1.2. L'agression et la violence 15
2.1.3. L'arme des faibles : le recours à la violence comme résolution des conflits 17
2.1.4. Comment en finir avec la violence ? 17
2.2. La variable Hétérogénéité / Homogénéité du milieu 20
2.2.1. La peur entraîne la haine entre les gens 21
2.2.2. La peur, excellent perturbateur de la relation avec autrui 23

3. Les manifestations de la population à la victoire du FRODEBU 26
Conclusion 31

CHAPITRE II : LA POPULATION DE MUHUTA ET LA CAMPAGNE ELECTORALE D'AVRIL-JUIN 1993 32
0. Les résultats des élections présidentielles 34
0.1. Considérations sur les élections présidentielles 35
1. Les enjeux politiques à Muhuta dans un contexte de pluralisme politique 36
2. L'activation des consciences identitaires à Muhuta 39
a. Réactivation des repères identitaires 42
b. Conception de la démocratie 50
3. Politisation des problèmes sociaux 55
Conclusion 59

CHAPITRE III : LA PRODUCTION ET LA STRUCTURATION DES GROUPES VULNERABLES COMME EFFET EMERGENT DE LA CRISE DE 1993 61
1. La création des sites et la précarité de la vie des déplacés en commune Muhuta 63
2. Les interactions sociales entre les déplacés et les familles restées sur place . 70
3. Les limites des tentatives de rapatriement et de réconciliation entre les « victimes » et les « bourreaux ». 77

CONCLUSION GENERALE 83

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 86

ANNEXES 88

INTRODUCTION GENERALE

Le Burundi sombre dans les guerres civiles depuis 1965. A partir de cette date, notre pays a connu des crises sporadiques : celles de 1972, 1988, 1991 et enfin 1993. Toutes ces crises n'ont qu'un seul cachet : le cachet ethnique.

Dans leur document publié, les partis d'opposition apprécient le conflit burundais en ces termes : « *Le problème Hutu-Tutsi qui n'est pas d'ordre social, encore moins économique mais surtout d'ordre politique plonge ses racines dans les manipulations ethniques durant la colonisation belge certes, mais aussi dans la gestion du Burundi indépendant par les autorités locales. La période de la fondation des partis politiques de 1958 et 1961 en dit long* »[1].

Les leaders politiques manquant de politique claire faisaient appel aux solidarités ethniques pour accroître leur prestige. Certains intellectuels revendiquèrent le contrôle de l'Etat au nom de leur majorité numérique.

Ainsi, depuis la « révolution sociale » du Rwanda du 2 novembre 1959, le Burundi a vu naître des divisions ethniques. Cette prise de pouvoir violente, à caractère ethnique par le PARMEHUTU (Parti du Mouvement pour l'Emancipation Hutu) ne manque pas d'allécher les politiciens hutu du Burundi et d'effrayer des politiciens tutsi. Désormais, l'évolution politique du Burundi sera souvent envisagée à la lumière des événements du Rwanda[2].

Cette situation a été matérialisée par le multipartisme qu'a connu le pays durant les derniers jours de la colonisation : 1958-1961. Après les élections législatives de septembre 1961, l'UPRONA (Union pour le Progrès National) est vainqueur et tous les autres partis politiques s'effondrent.
En 1965, le même parti UPRONA l'emporte sur le Parti du Peuple (PP) à raison de 24 sièges pour le premier et 9 pour le second. Le Burundi connaît dès lors un régime monopartisan.

---

[1] République du Burundi, Les partis politiques de l'opposition. Le génocide d'octobre 1993, Bujumbura, 1994, p.15.

[2] RUKINGAMA (L.), « La crise ethnique au Burundi ou les avatars d'une gestion de conflits », in Colloque sur la liberté académique, recherche et gestion des conflits dans les pays des Grands-Lacs, Arusha, Tanzanie, 4-7 septembre 1995, p.2.

L'arrêté-loi n°001/34 du 23 novembre 1966 porte reconnaissance de l'Union pour le Progrès National comme unique parti national. Cela sera entériné par l'article 18 de la Constitution du Burundi du 11 juillet 1974 qui dit que : « *La République du Burundi adopte le principe du parti unique, dénommé UPRONA* ».

Le régime du monopartisme demeura jusqu'à la fin de la III^{ème} République. En effet, c'est durant cette période que nous avons vu émerger encore une fois le multipartisme.

Alors que les autorités de la III^{ème} République croyaient détendre les esprits en créant les organes d'expression, favoriser la concertation et la consultation entre les dirigeants et les dirigés, promouvoir, l'unité des Barundi... bref corriger les erreurs du passé en instaurant la démocratie pluraliste, la période du multipartisme 1991-1993 sera marquée par des contradictions idéologiques évidentes.

En effet, on a observé à travers le pays un état de désordre et de désobéissance civile sans précédent. Cela aboutit à la disparition du Président de la République et à une guerre civile.

Notre travail a pour objectif l'étude de ce phénomène. Nous avons jugé bon de cerner cette question sur la commune Muhuta en province BUJUMBURA. Il s'intitule : « ESSAI D'INTERPRETATION DE LA CRISE D'OCTOBRE 1993 ET SES CONSEQUENCES EN COMMUNE Muhuta » (De 1993 à 2009).

A. Choix et intérêt du sujet

Divers mobiles ont motivé notre choix. La première raison de traiter ce sujet : nous sommes, nous-même, issue d'une des familles sinistrées par la guerre. Aussi, le milieu ne nous est pas étranger et il est accessible pour pouvoir y arriver lors de nos enquêtes.

Nous avons voulu pour notre travail de fin d'études, étudier la situation de la commune à la veille des élections de juin 1993. Il s'agira d'analyser le comportement de la population face au multipartisme mais aussi de voir la réaction des uns et des autres au moment de la victoire du FRODEBU.

Nous avons aussi aimé étudier la population de cette localité et la campagne électorale. Nous avons enfin cherché à étudier le sort de la population dite vaincue : celle qui n'a pas gagné les élections.

En parcourant les rayons de la bibliothèque centrale, nous avons remarqué que peu d'études ont été faites concernant cette localité mais notre sujet se veut original. En effet, la commune Muhuta est l'une des localités qui ont été gravement touchées par la crise ; mais aucune étude n'a jamais été faite pour ce qui concerne la crise.

En outre, notre travail est original dans ce sens qu'il s'intéresse à une population d'une commune déterminée et sur une période précise.

De plus, nous avons voulu apporter une contribution en étudiant les comportements de la population de cette commune vis-à-vis des mutations politiques, les problèmes qu'elles soulèvent sans oublier leurs conséquences.

B. Problématique du sujet

Il s'agit de faire une étude sur la crise d'octobre 1993 et surtout analyser les conséquences de cette crise dans la commune Muhuta.

Pour bien mener notre recherche, nous allons nous poser un certain nombre de questions qui pourraient nous servir de guide :

- Pourquoi y'a-t-il eu un tel comportement dans une commune où la population vivait en bonne intelligence et cohabitait pacifiquement ?
- Pourquoi la destruction des infrastructures sociales alors qu'elles étaient au service de la population sans distinction d'ethnie ?

C. Délimitation temporelle du sujet

Nous avons pris pour borne inférieure la date de 1993 car cette date marque le début de la crise ; elle correspond à l'assassinat du président Melchior NDADAYE.

Nous avons voulu étudier les conséquences de la crise jusqu'en 2009, date qui rappelle le cessez-le-feu pour le mouvement PALIPEHUTU-FNL, c'est-à-dire qu'au Burundi en général et dans notre zone d'étude en particulier, les conditions de sécurité se réunissent progressivement.

D. Choix méthodologique

Dans notre travail, nous avons fait une action pratique, c'est-à-dire que nous nous sommes rendue sur terrain, nous avons interrogé des gens de toutes ethnies, et de générations différentes. Pour enrichir notre recherche, nous avons consulté les documents écrits.

E. Articulation du travail

Nous avons structuré notre travail en trois chapitres :

Le premier chapitre s'intitule : « *La commune Muhuta à la veille des élections de juin 1993* ». Nous avons dû étudier la situation de ladite commune dans divers domaines.

Le deuxième chapitre s'intitule : « *La population de Muhuta et la campagne électorale d'avril-juin 1993* ». Ici, nous étudions les comportements politiques de la population de Muhuta dans un contexte de luttes pour le pouvoir.

Le troisième chapitre traite de la question des déplacés, des regroupés, ... du moins les réfugiés intérieurs et extérieurs. Il s'intitule : « *La structuration des communautés comme effet émergent de la crise de 1993* ».

F. Difficultés rencontrées

La réalisation de ce travail a souffert d'un manque de témoignages oraux objectifs. En effet, nous avons pu remarquer que les sentiments de solidarité ethnique et politique apparaissent dans ces témoignages puisque, à une même question, on pouvait avoir deux réponses différentes selon les ethnies.

Concernant les rapports communaux, nous n'en avons pas eu à satisfaction puisque certains ont été brûlés.

Bref, nous sommes arrivée à connaître la réalité des faits grâce à la confrontation des témoignages avec précaution d'usage.

CHAPITRE I : LA COMMUNE MUHUTA A LA VEILLE DES ELECTIONS DE JUIN 1993

1. Présentation de la commune[3]

- Au point de vue géographique

La commune Muhuta se trouve au Sud-Ouest de la province Bujumbura.
A l'Ouest, il y a le lac Tanganyika.
A l'Est, il y a la commune Mugamba (une partie de Kibezi) et la commune Mukike (une partie).
Au Nord, il y a les communes Kabezi et Mutambu.
Au Sud, il y a la commune Bugarama.

Avant 1993, la commune Muhuta qui fait l'objet de notre étude, comportait 16 collines de recensement ; actuellement, elle comporte 34 collines regroupées en trois zones administratives.

Cette commune s'étend sur trois régions naturelles : Imbo, Mugamba et Mumirwa.

Muhuta a une population de 71.798 habitants d'après les données détenues par la commune.

- Au point de vue historique

Avant 1972, la commune Muhuta appartenait à la commune Buyenzi. Jusqu'en 1993 et même en 1997, Muhuta et Bugarama étaient encore une seule commune (Muhuta). Elle a été scindée en deux en 1997 pour faciliter la tâche à l'administration.

---

[3] Ministère de l'Intérieur, Monographie de la commune Muhuta, juillet 2008, p.34-35

En effet, étant donné sa grandeur et faute d'infrastructures routières, il n'était pas facile de contrôler tout le territoire.

- Au point de vue socio-culturel

a. Santé

Jusqu'en 1992, il n'y avait qu'un seul centre de santé (à Rutongo). En l'an 2000, on aura un autre centre de santé. Jusqu'aujourd'hui (2010), on a seulement deux centres de santé.

De ce fait, étant donné la longue distance à parcourir à pied, la population recourt à la médecine traditionnelle. Pour ceux qui ne recourent pas à la médecine traditionnelle, on transporte le malade sur une sorte de brancard (*Inderuzo*) ; ce qui est très fatigant.

Il faut ici signaler qu'il n'y a pas plus de deux ans que la commune se dote d'infirmiers. Donc, d'après ce qui est susmentionné, même un aveugle peut le voir, la commune Muhuta a été oubliée si elle n'a pas été négligée dans plusieurs domaines de la vie publique. Peut-être qu'elle a manqué des gens qui puissent exercer une certaine influence sur les décideurs en matière de santé. Cela se comprend parce que le premier centre de santé est construit en 1990, le deuxième en 2000.

Mais malgré cela, il y a lieu d'espérer que la situation va changer puisque on est en train de construire trois centres de santé dans la commune ; peut-être nous aurons d'autres.

b. Enseignement

Dans le domaine de l'enseignement, on assiste à un problème pour l'ensemble de la population. Jusqu'en 1992, il n'y avait que douze écoles primaires avec deux directions secondaires. Actuellement, elle compte 20 écoles primaires. Jusqu'en 1993, il n'y avait qu'une école secondaire : le collège

communal de Muhuta (créé en septembre 1993). Aujourd'hui (2010), elle ne compte que 4 écoles secondaires, contrairement à la commune Kabezi qui compte 8 écoles secondaires.

En général, la population de Muhuta est analphabète, c'est-à-dire que la majorité des enfants en âge d'être scolarisé ne fréquentent pas l'enseignement primaire. Les raisons sont multiples :

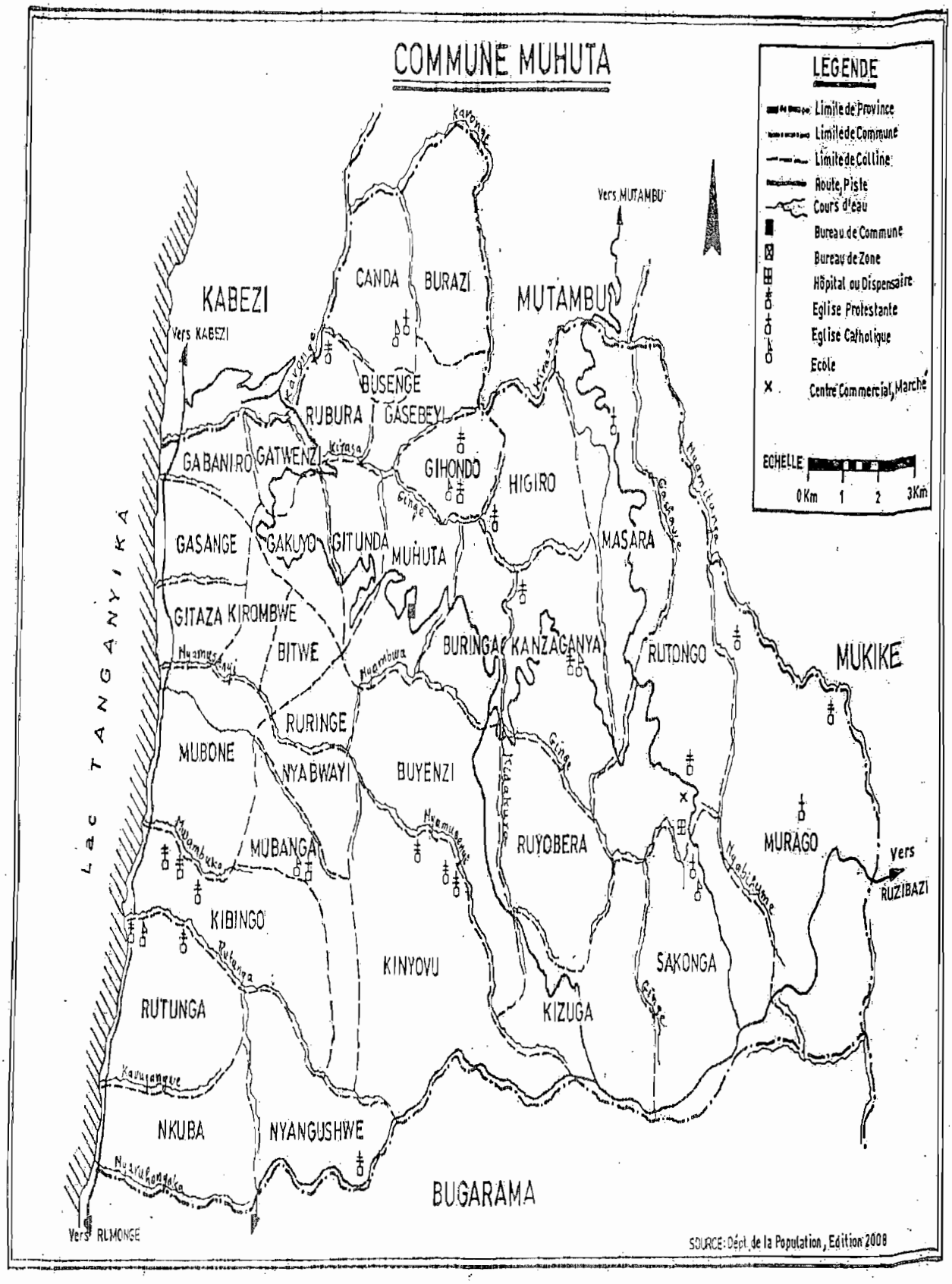
- Les infrastructures scolaires sont éloignées des domiciles.
- Les écoliers n'ont pas de modèles à suivre : leurs grands frères n'ont pas fréquenté l'école.
- L'école ne constitue pas un passage obligé pour les gens de Muhuta. Par exemple la terre est encore fertile mais aussi la proximité du Lac Tanganyika trompe les enfants puisque le Lac est encore productif.

c. Religion

Avant 1993, concernant l'Eglise Catholique, la commune Muhuta n'avait qu'une seule paroisse avec beaucoup de succursales. Par après la paroisse Mutumba a été scindée en deux et a donné naissance à la paroisse Magara.

Quant aux églises protestantes, il y a les Eglises de Pentecôte, les Eglises Méthodistes libres, les Eglises FECABU et les Eglises Adventistes.

CARTE DE LA COMMUNE MUHUTA



2. Le climat politique à la veille de la crise d'octobre 1993

Avant la crise d'octobre 1993, les Batutsi et les Bahutu de la commune Muhuta vivaient en bonne intelligence et cohabitaient pacifiquement sur les collines.

Les gens de Muhuta étaient bien encadrés par des « Bashingantahe », arbitres impartiaux et respectés qui rendaient la justice et faisaient régner l'ordre au sein de la population.

Dans le maintien de l'ordre et de l'unité au sein de la population, l'autorité administrative était aidée par l'institution des « Bashingantahe ».

Avant la tragédie d'octobre 1993, le climat politique était bon. La population avait besoin d'un développement social et économique.

Comme nous l'avons souligné dans la présentation de la commune, la commune souffre d'un manque d'infrastructures sociales : les voies routières, les écoles, les centres de santé, etc.

Avant les événements d'octobre 1993, l'encadrement de la population pour le développement économique et la mobilisation politique pour les idéaux d'unité et de paix constituaient la préoccupation quotidienne des dirigeants de la commune. Des tournées de sensibilisation étaient organisées le jour des travaux communautaires. Des visites par l'administrateur étaient organisées au niveau des collines dans le cadre du dialogue et de la concertation avec la population.

Concernant les audiences chez l'administrateur, ce n'était pas chose facile du fait de l'étendue de la commune et faute de moyens de déplacement. Seulement, l'administrateur communal lors de ses visites sur les collines prévoyait la séance d'audience pour écouter les souhaits de la population.

Avec le multipartisme, cinq partis oeuvrent dans la commune (1992). Il s'agit de l'UPRONA, FRODEBU, PP, PL, RPB. Les deux premiers se sont montrés fonctionnels mais les autres n'existaient que de nom.

Dans notre zone d'étude, ces partis n'ont pas changé l'attitude des gens (sauf quelques cas exceptionnels) puisque la cohabitation est restée pacifique. « *Avec la crise généralisée, aucune personne n'a tué l'autre dans la commune Muhuta. Seulement, il y a eu un climat de peur de la part des Tutsi du fait que les Bahutu s'étaient rassemblés pour faire des rondes* »[4].

Il faut se rappeler ici que la peur est l'événement majeur de la souffrance humaine. Elle se réduit aussi à l'idée de risque mortel et de punition, à la crainte de sanctions immédiates ou posthumes même. Ici, l'homme considère son voisin comme son ennemi qu'il faut surveiller à tout moment.

La peur n'est pas née avec la crise d'octobre 1993, plutôt elle existe depuis l'origine des sociétés et ces dernières vivent des moments de terreur, de panique. Mais la gestion de la peur varie ou mieux devrait varier en tâchant de renforcer l'aspect stratégique de tous les mécanismes de défense.

La victoire sur la peur, sa neutralisation comme sa maîtrise doivent se solder par la disparition de l'état émotionnel lui-même au profit d'une structuration psychique toujours plus économique des modes de vie. La peur se présente comme une grande menace pour la vie de l'homme et cela sur tous les aspects.

Comme nous l'avions déjà dit, au lendemain de l'assassinat du Président NDADAYE, les tutsi de la commune Muhuta ont été atteints d'une peur extrême qui les a poussés à quitter leurs domiciles. Dès leur départ, la population hutu s'est mise à détruire les maisons des Tutsi et à faire des expropriations massives.

[4] Propos d'une personne interrogée.

Ici chez nous, nous avons assisté à une peur collective qui se manifeste par la course aux armements, la force de dissuasion. Cela est une évidence chez nous puisque on remarque le nombre d'armes que possèdent les civils et l'engagement qu'ont les gens à se doter d'armes.

2.1. La variable « Appartenance ethnique »

La variable « appartenance ethnique » est prise en considération parce que nous estimons que le phénomène de la peur s'observe aisément si l'on met en présence deux sujets d'ethnies différentes. Le schème ennemi actuellement vivifié plus que jamais, trouve sa matière première dans l'imaginaire des gens. La perception de l'autre, les opinions dirigées à son endroit, l'attitude adoptée face à autrui puisent justement dans la masse des représentations que met à la disposition de l'individu son univers imaginaire.

A titre d'exemple, quand on met en présence les individus d'ethnies différentes, on assiste à une vague d'idées qui jaillissent dans la tête, des opinions et les images trouvent leurs formes. D'où vont naître toutes sortes d'attitudes parfois extrémistes, parfois ambiguës adoptées vis-à-vis de l'autre. D'où naît la question de savoir s'il existe des ethnies au Burundi.

2.1.1. Les ethnies existent-elles au Burundi ?

Tout le monde évoque le problème burundais sous l'angle ethnique à tel point que l'on a fini par se situer et se définir d'abord par rapport à l'appartenance ethnique plutôt qu'à l'ensemble des êtres humains.

Il est donc étonnant quand certains hommes politiques hésitent à reconnaître que les ethnies existent au Burundi. Certains disent : « *Ce sont des étiquettes correspondant aux clichés que les Blancs colonisateurs ont inventés, nous sommes tous des Burundais tout court* »[5].

[5] Point de vue de certains politiciens cité par NDAYISHIMIYE (J.B.), in L'image de l'autre qui me fait peur, mémoire, UB, 1997, p.80.

D'autres disent encore : « *Le phénomène ethnique est tellement réel qu'il faudrait envisager à créer des "Lands ethniques"* »[6].

Sur ce point, on peut se poser la question de savoir si les ethnies existent au Burundi.

Même si elle passe par une tradition immémoriale, l'ethnie en Afrique, encore moins au Burundi, n'est pas un legs obscur du passé mais une ressource politique, religieuse ou culturelle que chaque époque a pu exploiter à sa façon.

Souvent quand on dit ethnie, on imagine une tribu avec son chef, son village. Mais les dénominations ethniques en Afrique ne correspondent qu'exceptionnellement à un passé communautaire de ce type. Ici, l'ethnie est née sur passage de l'ethnologue et de l'administrateur des colonies. C'est exactement le cas de chez nous où le colonisateur a su ériger des frontières basées sur des étiquettes différenciatrices au sein d'un peuple parlant une même langue, avec une même culture où il n'y avait pas un village pour telle ou telle catégorie mais où le roi était le père de « tous » les hommes du territoire burundais.

Sur la question de croire ou ne pas croire à l'existence des ethnies, chacun a droit de faire son libre choix. Mais, il ne faut pas que les différences physiques continuent à faire place aux prétextes pour alimenter la haine et la violence. Certains hommes interrogés répondent que le conflit burundais est à caractère ethnique. D'autres sont contre :
« *Les conflits qui sont au Burundi sont initiés par des égoïstes qui cherchent leurs intérêts personnels et qui exploitent alors les ethnies* »[7].

Ce qui confirme cette assertion c'est que jadis les hommes cohabitaient dans l'entente. Ce n'est pas à dire que les ethnies n'existaient pas. Le Hutu

---

[6] Ibidem.
[7] KABURA, 56 ans, Mubanga, mai 2009.

savait bien qu'il est Hutu et le Tutsi qu'il est Tutsi. Mais cela n'empêchait pas leur entente. Les relations sociales qui les unissaient peuvent le montrer. Par exemple, un Hutu pouvait demander la main d'une fille tutsi et vice-versa. Ça c'est une réalité au Burundi en général et dans notre zone d'étude en particulier.

Les étiquettes bricolées par les colonisateurs pour différencier les Hutu des Tutsi présentent les premiers comme petits et trapus, avec un nez écrasé ; les seconds comme grands et minces avec un nez long. Malheureusement, même si les gens scolarisés dans les écoles coloniales continuent à affirmer la réalité de ces clichés, il faut savoir que la probabilité de se tromper est élevée.

Dans toutes les religions, on prêche l'amour du prochain c'est-à-dire d'aimer autrui comme le Christ nous a aimés. Ici l'islam n'est pas exclu quand on enseigne que personne n'est un véritable croyant s'il ne veut pour son frère ce qu'il veut pour lui-même.

Il devient donc difficile d'expliquer un tel bain de sang versé entre les ressortissants d'une même nation qui croient tous en un seul Dieu. Ici, on peut se poser la question de savoir s'il y aurait une autre philosophie enseignée qui a substitué à l'amour du prochain.
Telles sont les interrogations qui devraient être posées si l'on veut en découdre avec la haine entre les Burundais d'aujourd'hui afin d'édifier un Burundi de demain pacifique et prospère.

Souvent les raisons qui poussent les gens à se haïr sont entre autre :

- la politique divisionniste des dirigeants et des partis politiques ;
- l'égoïsme poussé à outrance ;
- la jalousie des uns contre les autres dans leur lutte pour le pouvoir.

2.1.2. L'agression et la violence

Les gens peuvent être agressifs à cause de l'image qu'ils se font des autres. Prenons l'exemple des enfants qui écoutent leurs parents diaboliser ceux qui n'appartiennent pas à leur ethnie, se montrent plus agressifs vis-à-vis de ces derniers seulement à cause de l'image négative qu'ils avaient intériorisée. Ainsi partout où sera un tutsi, il s'imaginera que le hutu est mauvais et, de sa part, le hutu pensera toujours que c'est le tutsi qui est mauvais. De la sorte, hutu et tutsi, partout où ils se rencontrent, se suspectent à défaut de se déchirer.

A la question : « *Pensez-vous que la violence est liée à l'image que l'on se fait d'autrui ?* »
Nos répondants ont affirmé à 100% qu'il y a une liaison entre la violence manifestée envers autrui et l'image que l'on se fait de ce dernier. Ils donnent l'explication : « *La violence qui est au Burundi n'a d'autres fondements que dans les images que les gens se font des autres. Depuis l'avènement du multipartisme, les gens se sont pressés de diviser en groupuscules, ceux-ci diabolisant ceux-là et vice-versa, jusqu'à ce que la haine engendra la guerre* »[8].

L'idée de groupuscules évoquée par les répondants montre bien que la violence est surtout menée en groupes ; d'où l'opportunité de parler de « violence collective ».

La question qui se pose alors est de savoir pourquoi les gens sont plus violents lorsqu'ils sont en groupes.

La première évidence est que dans le cas précis du conflit burundais, les « adversaires » en présence sont en groupes. Or, la violence entre groupes est presque toujours plus explosive que les heurts individuels. Cependant, tous les groupes ne sont pas violents. Les gens se réunissent à l'occasion des concerts, des rassemblements, des manifestations non violentes et pour d'autres motifs pacifiques.

[8] NDAYISHIMIYE (J.B.), L'image de l'autre qui me fait peur, mémoire, UB, 1997, p.121.

Toutefois, le simple fait d'appartenir à un groupe ou à une catégorie influe sur les sentiments et les comportements quels qu'ils soient.

L'appartenance au groupe permet en outre de légitimer la violence, car on la met au service d'intérêts supérieurs. Nous donnons ici l'exemple éloquent des miliciens hutu et /ou tutsi : l'intérêt supérieur soi-disant justifiait leur violence, c'est la « libération » du peuple hutu comme l'ont répété leurs leaders. Quant aux tutsi, ils légitiment leur violence par la « recherche de la survie d'une ethnie menacée d'extermination ».

Le groupe exerce des pressions sur l'individu pour qu'il se conforme à son code de comportement. Ici, l'individu agit non pas de sa manière mais de la manière du groupe auquel il appartient.

Tous ces facteurs non seulement augmentent les risques de violence, mais amplifient également les effets lorsque les groupes qui se prêtent une image négative comme les deux communautés ethniques Hutu et Tutsi, peuvent facilement sombrer dans la violence.

Quand des individus se trouvent au sein d'un groupe, ils perdent le sens de leur responsabilité personnelle. Au lieu de se sentir comme d'habitude personnellement et moralement responsables de leurs actes, les membres du groupe en quelque sorte partagent la responsabilité et aucun d'eux ne la ressent avec autant d'intensité qu'il était seul[9].

Ces propos sont illustrés par les bandes d'adolescents connus à Bujumbura surtout dans leurs actes de violence. Ils agissent ensemble et personne ne semble avoir aucun remord.

[9] R.H. BALLY, Violence et agression, Bruxelles, Ed. Time-Life, 1977, p.10.

2.1.3. L'arme des faibles : le recours à la violence comme résolution des conflits

Nombreux sont ceux qui pensent que la loi du talion « *œil pour œil, dent pour dent* » est la caractéristique de bravoure. Nombreux sont ceux qui sont tentés d'opposer la violence à la violence pour résoudre les conflits qui les opposent aux autres.

Certes, confondre la soumission à la diplomatie est une façon d'encourager la domination mais, la violence ne saurait être une solution aux diverses situations conflictuelles qui caractérisent les relations humaines.

A la question de savoir si la violence peut être un moyen pour résoudre les problèmes qui opposent les individus, les personnes interviewées ont répondu :
« *Jamais la violence ne peut être un moyen pour résoudre les conflits qui opposent les gens. Au contraire, les choses s'empirent parce qu'en ce moment, tu penses éliminer l'autre mais ce n'est pas la solution quand bien même tu le tuais. Le vrai remède pour les conflits, c'est d'en parler ; celui qui est en tort doit le reconnaître mais aussi demander des excuses. Ainsi, la vie peut continuer dans la tolérance et le respect mutuel* »[10].

2.1.4. Comment en finir avec la violence ?

Cette question est la préoccupation de tous les citoyens épris de paix, que ce soit l'homme ordinaire ou l'homme politique. Beaucoup de gens pensent que la justice devrait être en priorité le garant du bon fonctionnement de la société régie par des lois car sans la justice, c'est la loi de la jungle. Ainsi 70% des nos enquêtés croient que la justice peut freiner la violence :
« *Seule la justice peut arrêter la violence observée entre les gens. Si quelqu'un a commis une infraction, il doit être puni par la loi. S'il a commis un crime, qu'il ne continue pas à circuler librement comme s'il était intouchable. En effet, s'il n'est pas puni, ceux de la famille de la victime cherchent à se venger à tout prix.*

[10] MANIRAKIZA, 45 ans, Rutongo, mai 2009.

Et comme c'est du sang qui continue à couler. Par contre, s'il est puni par loi, tout le monde voit que la société a vengé la victime. Et petit à petit, on oublie le passé et on continue à cohabiter en paix »[11].

A côté de cette catégorie de gens qui croient en le pouvoir de la justice, il y a d'autres (10%) qui croient que c'est l'égalité sociale qui peut arrêter la violence :
« *Les gens s'entretuent parce que les uns sont pauvres alors que les autres sont riches. Ceux qui sont riches ont tendance à opprimer les pauvres et ces derniers finissent par se révolter et souvent les choses dégénèrent en violence* »[12].
Les gens désirent l'égalité mais il serait difficile de garantir une société où tous les citoyens sont égaux (sur le plan matériel).

Enfin, 20% des interrogés proposent la mise en place d'un Etat fort, capable d'arrêter la guerre et de prévenir toutes les causes de la violence :
« *Si l'on ne trouve pas une autorité capable d'arrêter la guerre et de prévenir toutes les causes de la violence, les gens vont continuer à s'entretuer parce que, lorsqu'il n'y a pas de dirigeants, les lois ne fonctionnent pas. Par conséquent, les gens font ce que bon leur semble car ils ne respectent plus rien en ce moment* »[13].

On peut noter ici deux concepts clés évoqués : les gouvernants et la guerre. Tous les deux posent des questions fondamentales car d'une part on souhaite avoir de bons dirigeants, d'autre part, on fait toujours la guerre sans l'aimer vraiment.

Mais le problème qui se pose dans une situation chaotique, c'est que tout le monde veut être dirigeant même sans la moindre conscience de la tâche qui l'attend. Les protagonistes cherchent uniquement les honneurs. Or, à cet égard, l'honneur est une des passions les plus dangereuses, puisque pour défendre l'honneur et nous soustraire à l'accusation de lâcheté, nous acceptons de mourir

[11] Témoignages de nos enquêtés (70%).
[12] Témoignages de nos enquêtés (10%).
[13] Témoignages de nos enquêtés (20%).

pour les causes les plus suspectes. C'est que la violence est souvent le chemin à la portée de la main. Ceci est un problème politique et le problème politique n'est pas de faire que tous les individus deviennent des gouvernants, que le cuisinier et un ministre quelconque par exemple puissent échanger leurs rôles ou tronquer leurs tabliers.

La politique est avant tout une question de contrôle : contrôle des gouvernants par les gouvernés et contrôle de leurs passions, dont cherchent à se servir les gouvernants par les gouvernés eux-mêmes. L'important c'est qu'il faut le faire de manière à ce que les premiers ne soient rien de plus que les représentants des gouvernés. Tout cela doit être fait en vue de réaliser les aspirations des citoyens et mettre des garde-fous pour éviter la violence entre les gens.

Concernant la guerre, on ne peut non plus la séparer de la politique. « *La guerre c'est le test de la politique* »[14].

Mais, à certains égards, la guerre n'est nullement pas la violence car l'ensemble de la guerre est ordonné selon l'obéissance et non selon la violence. En effet, on peut faire la guerre sans haine, sans colère, sans esprit de vengeance. Mais ce qui est évident, c'est que la guerre engendre la peur. Or la peur pousse les gens à la violence.

D'après les divers types de réponses, certains individus désirent que la justice soit faite, d'autres désirent l'égalité sociale, et d'autres encore des gouvernants forts. Mais tous se rencontrent sur un idéal commun : la paix, l'arrêt de la violence et la guerre. L'important est donc que l'on puisse avoir des gouvernants qui ont le sens de la justice et qui réellement permettent l'indépendance de la magistrature afin de permettre l'égalité de chances à tous les citoyens.

---

[14] Alain, Le citoyen contre les pouvoirs, Genève, collection ressources, 1979, p.7.

En définitive, nous pouvons dire que la violence est liée à plusieurs facteurs. L'image d'autrui agit comme un élément déclencheur ; mais en tout état de cause, la violence fait peur. Or, la peur étant ce qu'elle est, on se précipite dans des actes de violence quoique l'on s'en indigne.

Dans le cas précis d'une situation où la peur gouverne les cœurs des gens comme ici au Burundi, les uns se font une image négative des autres et comme nous l'avons vu précédemment, ils sont disposés à agresser. Finalement, comme nos interviewés l'ont reconnu, les gens sombrent dans la violence de plus en plus.

A la question de savoir s'il existe une relation entre l'image que l'on se fait de l'autre et la violence, les résultats de notre enquête ont démontré qu'il existe une interrelation mais qui devient plus manifeste quand l'individu se trouve dans un groupe.

Néanmoins, plus qu'ailleurs, la violence dépend de plusieurs facteurs (économiques ou religieux, politiques, idéologiques, ...).

L'image donc intervient ici comme un stimulant qui rend permanente la tendance à être violent envers les autres. Cela est vérifié dans la violence collective plus haut évoquée.

A l'image se mêle l'obéissance du groupe et à d'autres facteurs comme la désindividualisation, rendant ainsi persistant le désir de violence. Sauf dans le cas de la violence provoquée par une colère extrême où l'individu a perdu la raison de tout contrôle, il a été démontré que l'image que l'on se fait de l'autre a quelques liens avec la violence manifestée à son endroit.

2.2. La variable Hétérogénéité / Homogénéité du milieu

A partir des observations, nous avons pu constater que plus le milieu est homogène (par exemple peuplé seulement de Hutu ou Tutsi ou simplement que

le milieu soit à dominance Tutsi ou Hutu), la présence d'un étranger de l'autre ethnie est susceptible de déclencher avec intensité le phénomène de la peur.
Par contre, nous avons constaté que plus le milieu est hétérogène, plus il y a tendance à maîtriser la peur. Ceci serait dû peut-être à une communication facile entre les individus, laquelle communication permet de constater certaines erreurs fondamentales qui naissent et qui sont véhiculées par les images que l'on se fait des autres.
La population d'un milieu supporte facilement la présence des étrangers peu importe l'ethnie. Ils tendent vers l'acceptation de l'autre et ont la victoire sur l'hostilité souvent manifestée aux étrangers de l'autre ethnie surtout maintenant que la crise a approfondi le fossé de la haine et de la suspicion.

Dans notre zone d'étude, nous avons observé par exemple dans les centres de déplacés que plus le milieu est homogène, plus s'observe la peur des uns envers les autres. C'est le cas des centres de regroupés où on trouvait une population homogène (les Hutu). Mais par contre, dans les centres de déplacés de notre commune, on y trouve une population hétérogène raison pour laquelle la peur n'était pas du tout grande.

2.2.1. La peur entraîne la haine entre les gens

Nous vivons les moments d'une extrême mise en doute de la personne d'autrui, de ses véritables intentions. A chaque instant, la peur nous amène à voir surtout en autrui le mal et presque exclusivement le mal. Le bien n'est pas ou du moins n'est plus à espérer de la part d'autrui.

Cette crise politique devenue aussi économique, sociale, éthique, juridique et morale nous a plongé dans une spirale de l'imaginaire qui entretien des visions négatives à l'endroit d'autrui. Telle est la réalité que vivent les Hutu et les Tutsi de notre pays le Burundi : réalité fort peu banale puisqu'elle mène vers le conditionnement épatant de l'instauration d'une peur spontanée qui accuse du manque de confiance vis-à-vis d'autrui.

Il est vrai que reconnaître le droit à la différence et accepter la coexistence de ces différences n'est pas chose facile. La couleur de la peau, la religion, la langue, la forme du nez, etc. sont des prétextes habituels qui nourrissent la brutalité, la violence et la haine. Souvent d'ailleurs, les individus ne cherchent ainsi en agressant l'autre qu'à s'affirmer.

De là, naît une question de savoir s'il n'y aurait pas un autre moyen de s'affirmer sans passer par la violence et la discrimination.
Pouvons-nous encore tolérer les discours faisant état d'insécurité à tout instant et qui par ce même biais achèvent d'approfondir le fossé entre les fils et les filles d'une même nation ?

En analysant les pensées des hommes, nous remarquons que les gens oscillent actuellement entre la paix et l'inquiétude, l'harmonie et la dissonance. La réalité actuelle nous montre des êtres qui débattent entre l'excès et le manque, le trop et le trop peu. Voici un exemple illustrant ces propos et le contraste que l'on observe entre les plus riches et les plus pauvres. Les premiers ont le souci d'ériger des murailles pour se protéger du regard des intrus, ils ont le souci de changer les nouvelles marques des voitures de luxe, alors que les seconds ont l'insatiable souci de trouver une poignée de nourriture pour tromper ou calmer leur estomac. Ils sont sans logement, sans abri, sans habits. La misère est devenue leur compagnon. Cette dualité fait que les uns aient peur de perdre leur trop plein là où les autres risquent de mourir du trop peu.

La suite à cela est qu'il s'érige une tension entre les gens : en réalité, les riches fuient les pauvres parce qu'ils s'imaginent qu'ils peuvent les déposséder d'une manière ou d'une autre.
De leur côté, les pauvres n'osent pas s'approcher des plus riches. Ils craignent car ils ont peur de ne pas être acceptés, d'être méprisés.

De toutes les façons, nous remarquons qu'il existe une tension qui empêche le contact entre les deux catégories d'individus qui se fuient mutuellement.

Or la tension alimente la peur. Et inévitablement, cela indépendamment de la couleur de la peau, de la forme du nez, le conflit prend naissance puisque l'image que l'on se fait de l'autre dans ces conditions devient négative.

Il est donc du devoir de chacun de concilier les diverses tendances pour qu'enfin se réalise et s'établisse la confiance que l'image négative a tant meurtri.

2.2.2. La peur, excellent perturbateur de la relation avec autrui

La relation à autrui est le reflet de la relation à soi-même et les rapports aux objets de haine en sont particulièrement révélateurs. Une relation où c'est la peur qui dicte les attitudes n'en est pas une, car de la peur naît toujours la haine. Or, la haine ne peut en aucun cas et en aucun lieu permettre une relation saine, harmonieuse.

La peur apparaît donc comme un excellent perturbateur de la relation à autrui comme l'affirme nos enquêtés. Ils sont tous d'accord pour dire ceci :
« *C'est la peur qui perturbe les relations entre les gens parce que si tu as peur de quelqu'un, un, tu as tendance à le fuir. Alors, si vous n'avez aucun point de rencontre, vous finissez par vous haïr puisque vous vous suspectez mutuellement* »[15].

Cette situation reflète la réalité que l'on vit actuellement. Les gens qui jadis partageaient harmonieusement ce qu'ils ont, maintenant se fuient, se rejettent, s'entretuent à cause de la haine nourrie par la peur. L'on ne peut plus penser à l'autre sans la prévalence d'une image négative de ce dernier. Or la négation d'autrui est en quelque sorte une négation de soi-même car en tout état de cause, l'homme n'est véritablement homme que quand il est intégré dans un système de relations l'unissant aux autres.

[15] MIBURO, 40 ans, Mubone, mai 2009.

Il n'est pas aussi rare d'entendre dire que tel est indifférent. Mais précisément, cette indifférence vient du fait que l'homme qui a peur de son semblable fait semblant de ne pas s'intéresser à lui alors qu'il le tient à l'œil.
« *L'indifférence est une haine d'un genre à part, haine froide et durable, qui se masque aux autres et quelque fois à elle-même derrière un air de tolérance, car l'indifférence n'est jamais réelle. Elle est la haine doublée d'un mensonge* »[16].

La peur perturbe les relations entre les gens d'autant plus qu'elle ne saurait fonctionner sans fantasmes. Les fantasmes d'un autrui menaçant ou bénéfique, élaborés sur les émotions perçues, conditionnent les perceptions ultérieures élaborées. Il faudrait que le sujet les dépasse en quelque sorte. Mais on ne peut dépasser que ce qui existe, et ce dégagement du monde des fantasmes est continuellement sollicité chez l'adulte par la multiplicité de ses rencontres.

Habituellement, cela se fait sans mal, et les fantasmes intérieurs ne gênent pas de façon majeure la relation à autrui actuel. Mais il peut se trouver des situations où l'irruption de l'émotion fantasmatique perturbe profondément la relation. Dans le même sens, un enquêté confirme ce qui suit :
« *Il y a des moments où je pense à ce qui m'est arrivé et je me surprend entrain de rêver éveillé. Et je pense encore que ce n'est pas fini, je sens quelque chose comme la détresse dans mon cœur et j'ai alors l'impression que tous les individus sont des ennemis* »[17].

Plusieurs questions sont posées pour ce qui concerne la peur :
- « *Pouvez-vous coopérer avec quelqu'un si vous avez peur de lui* ? »
Nos répondants précisent :
« *Vous ne pouvez coopérer avec quelqu'un si vous avez peur de l'un de l'autre parce que personne n'a confiance en l'autre en ce moment. Au contraire, ce que vous faites, c'est de vous fuir mutuellement en évitant toute rencontre* »[18].

---

[16] Ernest HELLO, L'homme, Montréal, Canada, Les éditions variétés DUSSAULT ET PELADEAU, 1872, p.34.
[17] Extrait des interviews dans le camps de déplacés de NGAGARA, cité par NDAYISHIMIYE (J.B.), op.cit., p.135.
[18] Propos de tous les répondants cités par NDAYISHIMIYE (J.P.), op.cit., p.137

A propos de la communication, de la coopération et de la compréhension entre les hommes, nos enquêtés précisent :

« *La communication, la coopération et la compréhension entre les hommes sont très nécessaires parce que ce sont elles qui justifient la bonne cohabitation, sans calomnie, sans suspicion. C'est cela que nous souhaitons tous mais c'est toujours très difficile à les atteindre puisque les gens continuent à se faire peur mutuellement et à se prêter mutuellement une image négative* »[19].

Ces propos laissent entendre le sincère témoignage d'un souhait, d'un désir de communication, de coopération entre les gens. Mais nous avons vu précédemment que la peur bloque toutes les chances d'un échange harmonieux entre les individus. De la même façon, la peur empêche les chances d'une bonne communication et d'une compréhension.

On comprend donc que les hommes ont besoin de communiquer, de se comprendre et de coopérer parce que c'est l'unique moyen de vivre en paix et en sécurité.

Il est donc du devoir de chacun de changer la vision qu'il porte sur l'autre. Bien que ce soit difficile, il ne faut pas avoir peur d'oser. Dans le même ordre d'idées, Jacques CHIRAC dit : « *Ce n'est pas parce que les choses sont très difficiles que les hommes n'osent pas, ils n'osent pas parce qu'ils croient que les choses sont très difficiles* »[20].

Ce processus met en jeu les individus les uns face aux autres ; dans ce cas que doit faire l'autre pour ne plus faire peur ? A cette question, les enquêtés répondent comme suit : « *Ce qui est nécessaire actuellement, c'est que nous puissions revivre ensemble et oublier le passé. Mais celui qui t'a fait du tort doit d'abord oser demander pardon. S'il vient vers toi avec l'intention de dialoguer, même si avant tu ressentais de la haine pour lui, vous finissez par vous entendre et vous tolérer mutuellement. Comme cela, la peur se dissipe progressivement* »[21].

---

[19] BUCUMI, Buyenzi, mai 2009.

[20] Jacques CHIRAC dans un discours télédiffusé lors de la campagne présidentielle, mai 1995, cité par NDAYISHIMIYE (J.B.), op.cit., p.141.

[21] Extraits des interviews dans les trois camps des déplacés cité par NDAYISHIMIYE, op.cit., p.142.

Ces propos montrent clairement qu'il y a une possibilité qui semble être un désir de renouer les relations avec l'autre. Ce problème est que chacun attend de l'autre le premier pas.

Dans le même ordre d'idées, SARTRE souligne : « *Tout ce qui vaut pour moi, vaut pour autrui. Pendant que je tente de me libérer de son emprise, autrui tente aussi de se libérer de la mienne ; pendant que je cherche à asservir autrui, autrui cherche à m'asservir. Il s'agit des rapports réciproques et mouvants* »[22].

A la question : « Que devez-vous faire personnellement pour changer la mauvaise conception de l'autre ? » Un répondant nous a confirmé : « *Moi, ce que je pourrais faire, c'est d'essayer d'oublier ce qui s'est passé et montrer à mon prochain que je veux encore dialoguer et cohabiter en paix avec lui. Cependant, lui aussi doit me montrer sa volonté sinon, si tu parles à quelqu'un et qu'il ne réponde pas ou que tu te rends compte qu'il n'en a pas besoin, tu ne recommenceras plus, tu as peur davantage* »[23].

C'est normal qu'après un certain temps de climat tendu, on ait peur d'amorcer le dialogue avec l'autre ; mais c'est nécessaire d'oser puisque par après on parvient à changer l'autre qui avait eu peur d'amorcer le dialogue en premier lieu.

3. Les manifestations de la population à la victoire du FRODEBU

Ici, on peut mentionner par exemple l'atteinte à la vie humaine et de nombreuses expropriations. Les militants du FRODEBU ont pris l'« initiative » d'épurer le pays de tous les sorciers, de tous les tueurs communément appelés « ABAROZI ». Les seuls partisans de l'opposition étaient visés ; ils ont été chassés ou tués. Toutes ces exactions se commettaient sous l'œil des autorités.

---

[22] J.P. SARTRE, L'être et le néant, Paris, Editions Gallimard, 1943, p.269.
[23] NDIMUNZIGO, 47 ans, Ruyobera, mai 2009.

C'était déjà l'impunité. Les anciennes autorités étaient déjà destituées. Les nouvelles étaient soit complices ou souvent incapables.

Après l'investiture du Président NDADAYE en date du 10 juillet 1993, celui-ci procéda à la politisation et à l'épuration de l'administration en transformant systématiquement tout l'appareil administratif des collines et des provinces en passant par les communes, les écoles primaires et secondaires, les hôpitaux et tous les services de l'Etat en général.
A la Présidence de la République :
« *14 chauffeurs, 12 plantons et 8 secrétaires ont été mis à la porte après l'investiture du Président NDADAYE* »[24].
Au niveau de l'administration territoriale :
« ... *sur 16 gouverneurs de province, 14 sont hutu, 2 tutsi et membres du parti FRODEBU ; sur 114 administrateurs communaux, 110 sont hutu du parti FRODEBU ; tous les chefs de zones et de secteurs sont hutu du FRODEBU ou des partis qui lui sont alliés* »[25].

Il faut ici signaler que le mérite importe peu. Seules l'appartenance ethnique et la tendance politique comptent.

Le même phénomène est observé dans le ministère de l'enseignement secondaire, supérieur et de la recherche scientifique. Nous constatons que « *la direction des écoles secondaires est confiée à plus de 70% des militants du FRODEBU* »[26].

C'est dans ce contexte que certaines critiques et commentateurs ont essayé de justifier ces transformations de l'appareil administratif qui ont pris une allure ethnique. A ce propos, l'on entendait dire : « *Pour cette ligne du FRODEBU, entendez les Bahutu avaient gagné. Il fallait donc savourer la victoire, prendre la revanche sur l'histoire et faire comprendre aux Batutsi que*

[24] L'Indépendant n°69 du 09 Août 1994, p.4.
[25] Collectif des partis de l'opposition, Le génocide d'octobre 1993, Bujumbura, 1993, p.18.
[26] Ibid.

désormais c'étaient les maîtres du pays et que les autres devaient le tenir pour dit »[27].

Par là, l'on a voulu justifier ces changements opérés par le nouveau pouvoir comme une revanche sur le régime déchu.

Nous constatons qu'il s'agissait d'une politique de « frodebisation » accélérée que les Barundi appelaient communément « Gususurutsa », faisant allusion au salut du FRODEBU « Susuruka ». Les membres de l'ethnie tutsi et les militants de l'UPRONA étaient victimes de ce coup de balai. D'où les frustrations, la déception et le désespoir.

Soulignons que ce balayage systématique frappant les cadres, les administratifs, les techniciens, les dactylographes, les plantons, les chauffeurs et les jardiniers, créa l'esprit de vengeance. Ainsi, le renversement d'un régime politique jugé féroce est sans doute souhaité chez les victimes.

A ce sujet, les principaux partis d'opposition firent une déclaration dans laquelle ils manifestaient leur impatience de voir organisé un dialogue sur les points les plus saillants de la vie nationale entre autre la sécurité socioprofessionnelle des cadres fonctionnaires de l'Etat du régime déchu. Entre-temps, ils ont averti : « *Si rien n'est fait dans l'avenir, le Burundi s'achemine à une allure vertigineuse vers les événements susceptibles et irréparables* »[28].

Et pour confirmer que le parti vainqueur a le droit de dominer dans l'administration, un cadre du FRODEBU donne son avis : « *Dans six à douze mois, il ne faudra plus recourir aux dosages rendus nécessaires par le besoin de sécuriser l'adversaire. Alors le pays aura le gouvernement FRODEBU auquel il a le droit* »[29].

---

[27] INAMAHORO (A.), « Désarmement, deux erreurs dans les conclusions du Président », in L'Indépendant n°89 du 9 mars 1994, Bujumbura, 1994, p.2.

[28] Déclaration des principaux partis d'opposition du 9 Août 1993 dans un Forum dit multipartite, adressée au Président NDADAYE, cité par NTAKARAHERA (V.D.), « Introspection », in Panafrika n°0010 du 8 septembre 1993, Bujumbura, 1993, p.1.

[29] BIMAZUBUTE (G.), « Un gouvernement d'ouverture », in L'Aube de la Démocratie n°20 du 1-15 Août 1993, Bujumbura, 1993, p.5.

Signalons que les postes d'emploi étaient trop limités pour satisfaire tous les militants du FRODEBU. Et cela était un obstacle au parti vainqueur pour honorer les promesses de la campagne électorale à savoir les postes d'emploi, la distribution de nouvelles terres, l'octroi des crédits de développement. Si le FRODEBU tenait à honorer ses promesses, cela compromit l'intérêt public.

En outre, dans presque tous les secteurs de la commune, les conflits des propriétés étaient innombrables. Ce problème commence en effet depuis que la deuxième République avait initié la politique de rapatriement volontaire des réfugiés.

Avec la victoire de NDADAYE, les réfugiés burundais de 1973 sont retournés presque tous avec beaucoup d'exigences notamment la restitution de leurs maisons, de leurs propriétés foncières. Ces rapatriés ont donc exigé le départ immédiat et inconditionnel de ces occupants. Cela a causé tant de difficultés car le problème revêtait automatiquement un caractère politico-ethnique. Ceux qui réclamaient leurs biens étaient des Hutu tandis que les occupants étaient des Tutsi.

Comme les juges étaient Hutu, ils ont été accusés d'être partiaux dans le règlement de ces conflits. Dès lors, l'autorité a commencé à perdre sa crédibilité auprès des Tutsi. Ceux-ci disaient de plus en plus souvent : « *Nta ciza cova muri FRODEBU* ».

Signalons que ce type de fonctionnement s'observait sous l'UPRONA. Les administratifs qui militaient dans l'opposition avant la victoire du FRODEBU n'étaient pas vus de bon œil, ils pouvaient même perdre leurs postes.

A ce sujet, NKESHIMANA précise : « *Le parti UPRONA a été investi par des adhérents non convaincus qui adhèrent pour des raisons de conformisme politique et social* »[30].
Cela montre que souvent, l'adhésion au parti n'a pas été un acte librement décidé. Le plus souvent, elle a été considérée comme obligatoire par les citoyens qui savaient qu'elle était la condition pour bénéficier des prestations normalement dues à tous les citoyens. On ne devenait pas membre du parti parce que l'on partageait son idéologie et que l'on souhaitait militer dans ses rangs, mais qu'il était difficile de faire autrement. Cela s'observe également pour le FRODEBU et l'UPRONA pour des raisons bien entendu différentes.

Nous venons de voir la peur qu'éprouve les Tutsi lors de la victoire du FRODEBU. Qu'en est-il des Hutu ?

Les Hutu du FRODEBU ont eu une très grande joie. Partout sur les collines, ils chantaient, ils buvaient, ils dansaient, etc. Ils disaient qu'ils avaient été exploités depuis longtemps par le « régime tutsi », qu'ils étaient longtemps réfugiés au Congo, en Tanzanie et que le tour des Tutsi était arrivé. Ils avaient une perspective de guerre[31].

La division qui s'est opérée dès l'avènement du multipartisme s'est renforcée à la victoire du FRODEBU qu'il existait des cabarets pour les vainqueurs et d'autres pour les vaincus.
Les divisions se sont étendues dans la vie de tous les jours. A titre exemplatif, les Hutu se sont donnés un mot d'ordre : Ne plus travailler pour les Tutsi bien entendu contre paiement. Ainsi, la main-d'œuvre s'est raréfiée. Ce comportement inhabituel trouvait sa justification dans les termes « *d'agateka ka zina muntu, kwishira n'ukwizana, kwubahiriza umuntu no mutwiwe*, etc. ». On peut donc se demander s'ils en maîtrisaient l'idée comme Pierre Manent le dit : « *Les mots abstraits qui remplissent les langues démocratiques et dont on fait usage à tout propos sans les rattacher à aucun fait particulier, agrandissent*

[30] NKESHIMANA (S.) cité par RUTIKANGA (I), in La crise d'octobre 1993, comportement de la population de la commune Busoni, mémoire, UB, 1996, p. 19.
[31] BATURURIMI, 50 ans, Mubone, mai 2009.

et voilent la pensée : ils rendent l'expression plus rapide et l'idée moins nette »[32].

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons d'abord essayé d'étudier la situation de la commune Muhuta à la veille des élections de 1993. Nous avons pu remarquer que cette commune a été oubliée dans presque tous les secteurs de la vie publique si elle n'a pas été abandonnée.

Ensuite, avec le multipartisme, nous avons remarqué la cohabitation pacifique entre les gens des différentes ethnies ; mais par après la peur occupe une place importante dans les cœurs des hommes, raison pour laquelle s'observe la fuite des uns et des autres.

Nous avons enfin étudié les manifestations de la population à la victoire du FRODEBU. Pour les militants de ce parti, c'était une joie extrême et pour les autres, c'était la crainte.
Il s'agissait donc d'une politique de « frodebisation » où nous observons un balayage systématique des grands ainsi que des petits c'est-à-dire que des hauts cadres jusqu'au « Nyumbakumi », tout le monde a été remplacé par des militants du FRODEBU.

Nous précisons ici que bien que nous avions déjà dit que avec le multipartisme les Hutu et les Tutsi sont restés unis sans tueries entre les deux catégories de gens, les groupes rebelles ont fait rage ; ici, les tutsi étaient ciblés ; suivait une répression militaire et là, les hutu sont à ce moment ciblés. La crise n'a donc épargné personne au Burundi et dans notre zone d'étude.

---

[32] MANENT (P.), Tocqueville et la nature de la démocratie, Paris, Julliard, 1981, p.69.

CHAPITRE II : LA POPULATION DE MUHUTA ET LA CAMPAGNE ELECTORALE D'AVRIL-JUIN 1993

Trois partis ont présenté les candidatures à la Présidence de la République du Burundi. On n'était pas habitué à ce genre de multipartisme. On n'a donc pas tardé à remarquer que certains partis comme le FRODEBU avaient recruté leurs membres sur base ethnique. On note donc que « *les partis ont vite fait de se regrouper selon le schéma simple de partis qualifiés de « Tutsi » et de partis qualifiés de « Hutu », où l'appartenance ethnique était le critère prépondérant de recrutement* »[33]. Par exemple, ils le chantaient eux-mêmes lorsqu'ils disaient :

« *Umugambwe w'abahutu ugiye washika* »
(Enfin, le parti des Hutu est arrivé).

Les autres partis d'obédience Hutu tels que le P.P., le R.P.B. se sont ralliés au FRODEBU tandis que les partis d'obédience tutsi se sont ralliés à l'UPRONA sauf le PRP qui alignait son candidat. Mais comme ce dernier a eu une faible audience, la compétition est vite devenue UPRONA-FRODEBU. En général, c'était la compétition Hutu-Tutsi, le Tutsi étant présenté comme l'ennemi de la communauté Hutu.

C'est ainsi que le FRODEBU précise que les Tutsi ont dominé les Hutu des années durant surtout dans l'armée, la police et la justice. Et la majorité Hutu n'avait qu'à suivre. « *La compétition allait se faire donc, dès le départ, dans un climat de tension ethnique* »[34].

La campagne électorale a donc été marquée par l'explosion des sentiments « tribalistes » à la suite des discours de mobilisation qui avaient comme caractéristique principale l'activation des repères identitaires.

---

[33] RUBERINTWARI (P.), « Le processus de démocratisation : sprint sur faut départ », in Au Cœur de l'Afrique, 3-4, 1994, p.46.

[34] GAHAMA (J.), « Le multipartisme : un facteur de conflits ethniques au Burundi », in Colloque sur Libertés intellectuelles , recherche et résolution des conflits dans les PGL, Arusha, Tanzanie, 4-7 septembre 1995.

Au fait, le FRODEBU accusait le gouvernement UPRONA « Leta mporona » d'avoir tué, l'élite Hutu, d'avoir bafoué les droits de l'homme, de n'avoir pas favorisé la promotion de l'agriculture, ... d'où il voulait un « Burundi nouveau »[35].

Quant à l'UPRONA, il exhortait la population à ne pas suivre l'endoctrinement rebelle qui incitait les gens à la désobéissance civile. Il demandait de lutter toujours pour la paix et l'unité, principaux thèmes sur lesquels insistait le parti UPRONA. Il incitait la population à se tenir loin de tout parti préconisant une démocratie dans l'anarchie ou qui naît dans le sang.

Le PRP quant à lui, insistait sur la réconciliation des Burundais, la valorisation de l'institution d'Ubushingantahe. Pourtant, il ne manquait pas de traiter les responsables de la III^{è} République comme des « *tricheurs qui utilisent les idées du Prince Louis Rwagasore sans y croire* ».

De façon générale, il faut noter que le discours des candidats aux élections prêtaient également à confusion.

Il s'agissait d'une campagne de dénigrement mutuel. L'intoxication avait finalement atteint son paroxysme à telle enseigne que les personnes des sensibilités différentes entraient en conflit. Les propagandes s'accompagnaient souvent de plusieurs actes barbares, des insultes, des menaces, etc.

A y regarder de près, la campagne électorale de mai 1993 montre qu'il s'agissait d'une concurrence violente entre les élites Hutu et Tutsi. On trouvait beaucoup de menaces par le biais des tracts. Comme le souligne RUTIKANGA, ladite campagne électorale a été fondée sur la résurrection des profonds traumatismes des années 1972-1973, la destruction de la politique d'unité nationale, la désobéissance civile, l'exaltation de la majorité ethnique et la diabolisation ; bref, sur la redynamisation de la haine ethnique. On observe donc

---

[35] NIMUBONA (J.), Election présidentielle du 1er juin 1993 au Burundi. Problématique de la légitimation en situation de dynamisme sociopolitique, Mémoire de DEA, Université de Bordeaux, 1998.

les conséquences de cette campagne comme la désobéissance à l'autorité en place : « *Twarabahinyuye, iyo mporona kari akarimi* ». Nous vous avons démasqué, vos discours étaient démagogiques. Et aux membres de l'UPRONA, ils disaient : « *Murabaza Sahwanya niyo yabiteye* ». Demandez au FRODEBU, il est responsable de ces dégâts.
Les travaux communautaires ont été boycottés, les infractions ont été commises ici et là et les auteurs refusaient d'être punis, partout, c'était du désordre.

Nous pouvons dire que l'élection présidentielle s'est déroulée dans un climat d'incertitude et d'insécurité permanente, de peur et de passion. La population burundaise n'était pas du tout tranquille mais elle pensait qu'avec les élections les choses allaient marcher mieux. Au contraire, ça n'a pas été le cas puisque après les élections, on a assisté aux massacres, aux déplacements des populations.

0. Les résultats des élections présidentielles

Les élections présidentielles se déroulent dans la transparence et la tranquillité sans précédent. Des mandataires politiques, des observateurs indépendants nationaux et étrangers étaient présents. Le candidat du FRODEBU a gagné les élections et le candidat de l'UPRONA a reconnu la défaite et a accepté le verdict des urnes.

Tableau 1 : Classement des provinces selon les résultats des élections présidentielles[36]

Province	Votes NDADAYE %	Votes BUYOYA %	Votes SENDEGEYA %
1. CIBITOKE	87.87	13.21	0.80
2. BUBANZA	84.15	14.23	0.66
3. BUJUMBURA R.	77.98	20.08	0.53
4. KIRUNDO	76.65	21.59	0.65
5. RUYIGI	70.06	26.12	1.60
6. KARUSI	69.20	26.69	2.07
7. MUYINGA	67.51	28.30	1.38
8. NGOZI	67.27	29.33	2.24
9. GITEGA	63.94	33.91	1.26
10. MAKAMBA	62.88	35.98	0.90
11. KAYANZA	61.83	32.52	4.47
12. RUTANA	58.31	39.62	1.00
13. BURURI	53.56	45.53	0.67
14. MURAMVYA	50.92	49.19	0.81
15. BUJUMBURA M.	44.62	53.06	0.80
16. CANKUZO	30.54	66.04	1.55

0.1. Considérations sur les élections présidentielles

Concernant les élections présidentielles, il faut noter que quatre provinces se sont montrées réticentes lors de l'adoption de la Charte de l'Unité Nationale. Il s'agit de KIRUNDO, BUJUMBURA, BUBANZA et CIBITOKE qui se sont classées dernières. Lors des élections présidentielles, ces mêmes provinces se sont classées premières.

On peut dès lors se demander si le vote pour le Président du FRODEBU signifie le refus catégorique de l'unité, de la cohabitation ? La réponse se trouve même dans les démarches opposées entre Pierre BUYOYA de l'UPRONA et Melchior NDADAYE du FRODEBU.

[36] Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique (Direction Générale).

Selon Julien NIMUBONA, le candidat du FRODEBU a remporté la victoire car en dehors des critères objectifs de justice, de paix, etc., la campagne s'était déroulée dans un contexte de diabolisation mutuelle, de crispation et de cristallisation des consciences ethniques. Il continue en disant qu'il faut reconnaître l'importance de l'enjeu ethnique dans le processus électoral[37].

1. Les enjeux politiques à Muhuta dans un contexte de pluralisme politique

Par décret présidentiel n°100/039 du 21 mars 1991, une commission constitutionnelle est créée en réponse aux recommandations de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale.

Dans l'article 2 du décret, la commission constitutionnelle avait pour mandat :

- « *d'analyser toute la problématique de la démocratisation et de produire un rapport à transmettre au Président de la République ;*
- *d'organiser le débat national sur la démocratisation des institutions et de la vie politique ;*
- *d'élaborer enfin le projet de la Constitution de la République du Burundi et d'en assurer l'explication avant son adoption* »[38].

D'après son rapport, la Commission Constitutionnelle après avoir analysé les avantages et les inconvénients du monopartisme et du multipartisme reconnaît : « ... *qu'en ce qui concerne un certain nombre de critères de la démocratie, le multipartisme présente (...) une supériorité sur le système du parti unique. Ces critères sont entre autres : le libre choix des gouvernants, la possibilité d'un débat libre et contradictoire, la liberté de réunion et d'association politique, le droit de prendre part aux affaires publiques et politiques de son pays, le règlement pacifique des conflits sociaux* »[39].

---

[37] NIMUBONA (J.), op.cit., p.20.

[38] Voir République du Burundi, Commission Constitutionnelle, Rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi, Bujumbura, RPP, 1991, p.1.

[39] Voir République du Burundi, Rapport de la Commission Constitutionnelle, p.2.

Selon cette même commission, « *il est apparu que bien conçu, le multipartisme est compatible avec les valeurs fondamentales de notre société burundaise*». Ces valeurs sont l'unité nationale, la paix sociale, la justice sociale, le développement, l'indépendance et la souveraineté nationale. Ainsi donc, la commission venait de se prononcer en faveur du multipartisme.

L'acceptation du multipartisme par la population de Muhuta est difficile à connaître. Mais un consensus se dégage en ce qui concerne cette expérience du multipartisme de 1992 pour dire qu'elle a été désastreuse parce qu'elle a engendré et ravivé l'ethnisme au sein de la population de Muhuta.

Lors de la création des partis politiques en 1992, les avis de cette population étaient partagés. Certaines personnes avaient des attentes positives du multipartisme, d'autres ne voyaient pas du tout d'un bon œil ce système.

En effet, la majorité des gens interrogés[40], déclarent qu'ils étaient confiants en l'avenir du Burundi dans le multipartisme. Ces espoirs se fondaient avant tout sur le changement politique, économique et social, que le multipartisme pourrait occasionner sur la relative efficacité du cadre institutionnel dans lequel les partis politiques agissaient ainsi que sur la maturité politique du peuple burundais.

La plupart des personnes interrogées estimaient que le multipartisme allait générer une démocratie véritable au niveau de la représentation de la population et de ses intérêts qu'à celui de l'éducation civique des citoyens.

Par exemple, 80% des personnes interrogées pensent que les partis politiques sont nécessaires pour assurer une meilleure représentation de la population et des intérêts. La raison évoquée est que le mécanisme d'élection permet de choisir une personne à laquelle on a confiance (Gutwarwa n'uwo wiyumvamwo) et qu'enfin de compte, il se soucie généralement des intérêts de

[40] NAYUBURUNDI, 50 ans, Rutongo, mai 2009.

ses électeurs. Seul ce mécanisme d'élection peut selon eux, mettre fin aux rancoeurs des uns et à la gourmandise des autres[41].
Il peut mettre fin à « l'injustice » pratiquée lors du monopartisme qui favorisait la promotion des régionalement ou claniquement siens (Ab'iwabo).

Une catégorie d'autres personnes interrogées appréhendaient le multipartisme négativement. Pour ces gens, avant même la crise d'octobre-novembre 1993, vu l'expérience amère du multipartisme de 1960, le multipartisme de 1992 allait aussi approfondir des divisons à base ethnique ou régionale comme son prédécesseur[42].
Il serait dangereux pour la stabilité du pays. Les arguments avancés pour justifier ces craintes étaient le risque d'affrontements entre les partis pour cause d'incompréhension. Et comme certains partis enseignaient la haine ethnique, des dissensions entre hutu et tutsi se profilaient à l'horizon.
Ici, on peut distinguer la position de certaines catégories de gens face au multipartisme.

Quant aux fonctionnaires, le multipartisme est bon, mais avec des réserves. Ils insistent sur la formation de la population, le partage des biens par tous les partis politiques, la libre expression, les droits de l'homme, la bonne gestion des affaires de l'Etat pour l'intérêt de tous, ainsi que l'objectivité dans les élections. Ils se penchent aussi sur « l'enseignement » des dirigeants et sur la « compréhension » de la population.

La catégorie des agriculteurs est rebelle au multipartisme. Ils disent que le multipartisme est à l'origine de la mésentente. Pour ces derniers, le mal se trouve dans le multipartisme. Mais pour les fonctionnaires, le mal se trouve dans les hommes et non dans le système. Enfin, les faits montrent que le système de multipartisme est bon mais il est mal compris par la population.

---

[41] Sur 170 personnes interrogées, 140 avaient l'espoir dans le multipartisme car ils souhaitaient un changement dans tous les domaines de la vie sociale.
[42] NDINZEMENSHI, 52 ans, Canda, juillet 2010.

2. L'activation des consciences identitaires à Muhuta

Les stratégies de recrutement des membres des partis politiques étaient variées d'une formation politique à une autre. La stratégie de conquête du pouvoir du parti FRODEBU et du RPB était fondée sur la solidarité automatique des Hutu en exploitant essentiellement les passions hostiles causées par les guerres civiles des années antérieures qui ont blessé le Burundi et les longues années d'exil que les Hutu ont connu. Pour éveiller la conscience et mobiliser les Hutu autour d'un objectif commun, GAHUTU, le fondateur du PALIPEHUTU dit : « *Effectivement, c'est sur notre parti que nous fondons nos espoirs, c'est grâce à lui que nous recouvrerons notre indépendance et que nous nous libérerons du « ghetto » où les Tutsi nous ont réduits en nous massacrant et en nous forçant à l'exil, pour le seul tort d'être né hutu comme si c'était un péché originel* »[43].

« ... *depuis que le Burundi existe, les Hutu n'ont vécu vraiment en paix qu'avant l'arrivée des Tutsi. Nous entendons lutter pour le recouvrement de cette paix parce que les Tutsi ne nous l'accorderont de bon gré. Pour sortir ce qui est dans la gueule du chien, il faut recourir à la massue* »[44].

Une radicalisation ethnique des militants du FRODEBU s'observe dans certaines collines de la commune Muhuta. Au lieu du respect mutuel et du droit à la différence, on assistait à une méfiance totale ou à un conflit latent entre les personnes de Muhuta d'appartenances ethniques différentes car certains partis s'étaient identifiés à l'ethnie.

Concernant ce point, la plupart des Tutsi interrogés affirmaient que le FRODEBU était le parti des Hutu et comprenait des gens « *infectés du virus de la division* »[45].(FRODEBU n'umugambwe w'abahutu banyegewe n'umugera w'amacakubiri).

---

[43] Texte diffusé en mai-août 1997 par le PALIPEHUTU, in GICHAOUA (A.), CHRETIEN (J.P.), LE JEUNE (G.), La crise d'Août 1988 au Burundi, Paris, Karthala, 1989, p.179 cité par NDUWAYO (G.), op.cit., p.8.
[44] Ibidem.
[45] MBONICURA, 45 ans, Nyangushwe, juillet 2010.

C'était un parti qui ne voulait pas d'autres adhérents d'une autre « ethnie » et qui cherchait à obtenir tout par la force. Cela se manifestait dans la violence verbale des militants de ce parti.

Il faut souligner que les Batwa de Muhuta étaient des militants du FRODEBU car ils étaient intoxiqués que les Tutsi étaient un peuple envahisseur, conquérant et qu'ils étaient à la base de leurs malheurs (manque de terre, misère, errance). Ils s'expriment en ces termes : « *Abatutsi baje kuducinyiza bavuye mumisiri* ».

Pour les Hutu du parti FRODEBU, les expressions comme :
« *mporona niy'abatutsi, niyo yatwiciye abantu, yatumazeko amatongo, inzu n'ayandi matungo yacu. niyo yatubujije kwiga* ».
« *Le parti UPRONA est fait essentiellement des Batutsi. C'est lui qui nous a massacrés et qui nous a spolié nos propriétés foncières, nos maisons et d'autres richesses. C'est également lui nous qui a obligés d'abandonner l'école* »[46].

On comprend donc pourquoi les gens qui voulaient faire exception n'étaient pas compris et tolérés par leurs voisins. Ils étaient l'objet de nombreuses menaces et intimidations, voire même l'atteinte à leur intégrité physique.

Egalement, lors de la propagande, le FRODEBU proposait qu'il fallait empêcher à tout prix les Tutsi de revenir au pouvoir et pour y parvenir leur idéologie consistait en la solidarité des Hutu et l'abandon du complexe d'infériorité.

Une autre façon qui a touché les nerfs sensitifs des propagandistes hutu est celle d'évoquer : la provenance d'une même ethnie (tutsi), du même clan (hima), d'un même corps (l'armée) et d'une même colline (Rutovu) des trois chefs d'Etat républicains[47].

[46] SURWAVUBA, 50 ans, Gihondo, juillet 2010.
[47] BIMAZUBUTE (G.), cité par NDUWAYO (G.), *op.cit.*, p.39.

Les propagandistes du FRODEBU enseignaient également que tous les Hutu devaient avoir une conscience hutu pour que ce complexe disparaisse et pour montrer qu'ils sont capables de gérer le pouvoir comme les Tutsi. Pour ce faire, il fallait « voter NDADAYE » selon eux, un homme intègre, vaillant, capable de les réintégrer dans leurs droits[48].

Ainsi, en appelant tous les Hutu à la solidarité pour chasser les Tutsi du pouvoir, le sentiment ethnique se cristallisait petit à petit. Aux yeux des Hutu, le Tutsi était comparé à un assassin, à un colonisateur, bref, il était à la source des malheurs des Hutu.

Quant au parti au pouvoir (UPRONA) à ce moment, en voulant prouver au monde que son rival (FRODEBU) était un parti tribal qui recrutait sur base ethnique et que par conséquent, il ne différait en rien du PALIPEHUTU dont les visées sont entre autres de « libérer le peuple hutu », l'UPRONA a lui aussi ethnisé les élections.

En effet, lors des meetings, l'ancien président de l'UPRONA, Nicolas MAYUGI ne manquait pas de lancer un appel à tous les Hutu d'adhérer à l'UPRONA car le FRODEBU enseignait les divisions. Il lui arrivait aussi fréquemment de présenter ses compagnons hutu lors des meetings pour montrer que l'UPRONA comptait toutes les ethnies.

Nous constatons que la campagne électorale pour l'élection présidentielle a été caractérisée par l'ethnisme. Et ceci a créé des blocs rivaux, l'un pour les Hutu et l'autre pour les Tutsi, même si l'on trouvait dans chaque bloc des membres des deux ethnies. Pour le premier groupe, la victoire était imminente car il était constitué par la majorité des futurs votants. Quant au second groupe, c'était la panique totale causée par certains propos diffamatoires lancés par les dirigeants même du parti FRODEBU.

---

[48] NDUWAYO (G.), op.cit., p.40.

A ce sujet, Joseph GAHAMA écrit : « *Depuis que le Burundi s'était ouvert au pluralisme politique de 1992, la propagande des partis politiques pour solliciter la faveur des masses s'était faite sur base ethnique, en contradiction flagrante avec la Charte de l'Unité Nationale votée à 89% une année auparavant* »[49].

Tableau 2: Résultats des présidentielles par candidat

Nombre d'inscrits	Nombre de votants	Nombre et % des suffrages exprimés par candidat						
		Pierre BUYOYA		Melchior NDADAYE		Pierre Claver SENDEGEYA		Nuls
2.355.126	2.291.146	742.346	32,39	1.483.904	64,75	33.072	1,44	21.025

a. Réactivation des repères identitaires

La campagne électorale se fait dans la dialectique de l'ordre et du désordre. Les partis en course vers le pouvoir et en conflit de légitimité s'accusent mutuellement.

D'un côté, les leaders de l'UPRONA considèrent le parti FRODEBU comme l'ennemi de la paix, de l'ordre et de la nation. Faisant allusion aux feux de brousse, aux arrachages des caféiers et aux diverses destructions enregistrées pendant la période de la campagne électorale, bien sûr dans certaines localités du pays, le Major Pierre BUYOYA dit : «
« *Murabaza SAHWANYA FRODEBU niyo yabiteye* »[50].
Demandez au parti SAHWANYA FRODEBU, il est responsable des dégâts observés.

Julien NIMUBONA dans son mémoire de DEA souligne l'impact de la création des partis politiques à majorité ethnique : « *Avec l'avènement du multipartisme et la création des partis politiques à majorité hutu et surtout avec l'intensification de la compétition, le Président BUYOYA commence à dénoncer*

[49] GAHAMA (J.), « Limites et contradictions du processus de démocratisation au Burundi » in GUICHAOUA (A.), sous la direction de, Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994), Paris, Karthala, p.77.
[50] BUYOYA (P.), Discours de campagne dans la Mairie de Bujumbura en novembre 1992 cité pr NDUWAYO (G.), op.cit., p.42.

chez son adversaire Melchior NDADAYE une tendance au tribalisme, à l'intégrisme et à l'esprit de la revanche »[51].

Dans le même ordre d'idées, dans son discours de campagne électorale à RUMONGE, le Président BUYOYA fait le constat :
« ... *Aho ntaniye n'abo duhiganwa, umwe avuga isegenya, uwundi avuga intwaro ya cami, nanje mvuga ubumwe n'amahoro* »[52].
... *Ce qui nous distingue fondamentalement de mes adversaires, l'un parle de déluge, l'autre d'un régime monarchique tandis que moi, je professe l'unité et la paix.*

Dans les faits comme dans les discours s'observaient une campagne tribale et des comportements violents.

Pour forcer l'adhésion, les propagandistes du parti FRODEBU affirmaient que les Bahutu qui n'adhéraient pas à ce parti allaient subir des représailles après la victoire et qu'ils seront exterminés avec les Batutsi[53].

Sur ce point, on se pose une question : quel serait l'intérêt d'ethniser une compétition à caractère démocratique ? Son but est de s'assurer de la majorité électorale. Comment alors les acteurs seront arrivés à ethniser la campagne et à mettre en évidence des repères identitaires ?

Dans un premier temps, les stratèges de l'UPRONA voulaient prouver au monde que son rival était un parti tribal qui recrutait et travaillait sur des bases ethniques. Ils affirmaient aussi que cette formation ne différait en rien du PALIPEHUTU dont les visées exclusives sont communes :
« *Libérer le peuple Hutu* » titrait un article de Carrefour des idées qui soulignait le caractère tribal du FRODEBU comme l'écrit J. RUKANKAMA :
« *Que Dieu nous protège du pouvoir tribal FRODEBU* »[54].

---

[51] NIMUBONA (J.), op.cit., p.125.
[52] BUYOYA (P.), Discours de campagne à Rumonge, cité par NDUWAYO (G.), Ibid.
[53] KANA, 55 ans, Bitwe, juillet 2010.
[54] RUKANKAMA (J.), « Que Dieu nous protège du pouvoir tribal FRODEBU » in Carrefour des idées, n°24, 1992, p.5.

Toutes ces accusations devaient accentuer les radicalisations ethniques et la campagne se déroula ouvertement sur les fonds d'une tribalisation primaire du débat politique. Or, chaque parti est supposé encadrer efficacement ses militants de façon à ne pas poser des actes nuisibles à la sécurité individuelle ou collective. Chaque parti a donc intérêt à ce que la paix et la sécurité règnent dans le pays.

Le discours de Nicolas MAYUGI du 22 novembre 1992 à BUGANDA met en relief un climat de tension et de haine ethnique bien entretenu par le FRODEBU. Il dénonça la tactique de ce parti consistant notamment à : « *recourir par sa propagande à l'ethnisme opposant les Hutu contre les Tutsi, au dénigrement de l'autorité en dressant la population contre l'administration* »[55].

A cette occasion même, le Président de l'UPRONA déclara : « *Une guerre sans merci contre le prétendu Front des Démocrates Burundais qui entretienne un climat d'insécurité et de tension à l'intérieur du pays* »[56]. Il condamna sans réserve les partis tribalistes. Mais aussi invite tous les militants et tout le peuple burundais à « *se coaliser contre les groupuscules qui prétendent parler au nom d'une ethnie alors que personne ne leur a confié cette mission* »[57].

Pour Nicolas MAYUGI, l'activité du FRODEBU menace l'ordre, l'unité et la paix. C'est le constat qui amène la direction de l'UPRONA à adresser de multiples plaintes au Président de la Commission Electorale contre le FRODEBU. On peut déceler derrière cette démarche une stratégie de couper la base à l'adversaire[58] mais aussi de montrer au grand jour que les attaques sont accentuées.

---

[55] MAYUGI (N.), « L'Etat et la démocratie : la priorité est l'Etat » in Carrefour des idées n°17 du 8 décembre 1992, p.3 cité par NDUWAYO (G.), op.cit., p.34.
[56] MAYUGI (N.), ibid.
[57] MAYUGI (N.), ibid.
[58] MAYUGI (N.), ibid. cité par NDUWAYO (G.).

Les militants de base de l'UPRONA ont pris le relais en exploitant les symboles. Pour eux, le coq qui se trouve sur la carte des militants du FRODEBU est de mauvais augure lorsqu'il chante perché sur le toit d'une maison.

La population tutsi de Muhuta pense que le coq donnerait le signal pour les exterminer. Le salut des militants du FRODEBU est aussi interprété. Il met en évidence l'exclusion ou la violence selon le cas.

Précisons que les partis politiques ont un impact sur l'éveil des consciences. En effet, les différents mécanismes de l'administration belge pour diviser le peuple burundais ont fini par inculquer la haine ethnique dans la population. En effet, certains étaient favorisés au détriment des autres.

Certains membres de l'élite hutu disaient que les Bahutu étaient exclus et arriérés à cause de « féodaux » (Baganwa et Batutsi). D'où certains partis politiques avaient inscrit dans leurs programmes d'abattre le régime « féodal ».

D'autres ont pris comme objectif l'émancipation et la promotion des Bahutu.

De l'autre côté, sans doute que certains membres de l'élite tutsi et ganwa se seraient sentis supérieurs aux Bahutu au regard des différents privilèges qu'ils avaient bénéficiés de la colonisation.

Pour les uns comme pour les autres, ce fut la reconnaissance des inégalités et l'établissement des responsabilités. L'élite burundaise s'appropria l'idéologie hamitique. Elle fit le jeu de l'administration coloniale en faisant croire aux différentes catégories sociales du pays - par le canal des partis politiques - que les uns étaient des oppresseurs tandis que les autres étaient des opprimés. Ce fut le refus de notre histoire commune d'un peuple qui avait tant de siècles d'harmonie sociale.

L'impact de cette situation créée par l'application de l'idéologie hamitique fut donc l'exacerbation de l'ethnisme et l'instrumentalisation de la violence politique. En effet, sous la période coloniale, le pouvoir favorisa l'aristocratie dirigeante en pratiquant une discrimination ethnique dans l'administration et l'enseignement pour avoir des auxiliaires légitimes de l'administration favorables à l'implantation missionnaire et coloniale. Les victimes de cette politique furent principalement les Bahutu.

A partir des années 1950, les Bahutu prirent conscience de leur faible représentativité dans l'administration et l'enseignement malgré leur grande majorité ethnique. C'est ainsi qu'au Rwanda, la naissance des partis politiques cristallisa le phénomène ethnique. Le 1er novembre 1959, ce fut le déclenchement des affrontements ethniques dont la conséquence immédiate fut le début du transfert du pouvoir par l'administration tutélaire au PARMEHUTU. Celui-ci était un parti qui prônait la substitution du régime hutu au régime tutsi pour libérer les Bahutu du « joug colonial tutsi ».

L'élite hutu du Burundi perçut les événements du Rwanda comme un modèle à suivre. C'est pourquoi, elle créa des partis politiques en s'inspirant de l'idéologie du PARMEHUTU. Celle-ci confirme et s'approprie même les préjugés et les stéréotypes raciaux contenus dans l'idéologie hamitique.

Ainsi, l'application de l'idéologie hamitique a eu des répercussions socio-politiques dans le pays. En effet, cette idéologie a entraîné la montée de l'ethnisme. Pour ce faire, le pouvoir colonial a d'abord commencé par donner à chaque catégorie sociale une origine et une date probable d'arrivée au Burundi. D'après cette source, les Bahutu auraient précédé les Batutsi mais ceux-ci étaient assimilés aux Blancs, race supérieure selon l'idéologie raciale du XIXème siècle.

A l'approche de l'indépendance, le pouvoir colonial changea d'alliés et de stratégies. Désormais, il fallait privilégier les Bahutu favorables à la présence coloniale et considérés comme victimes de l'exploitation de la minorité tutsi

depuis des siècles. Il était donc temps de donner le pouvoir à la majorité ethnique. Le coup d'envoi fut donné au Rwanda en 1959 lorsque le pouvoir colonial et l'Eglise aidèrent les Bahutu à prendre le pouvoir en instaurant une république.

L'année 1965 fut celle de la fuite en avant de ce modèle au Burundi au moment où les extrémistes hutu tentèrent un coup d'Etat en octobre 1965 contre la monarchie et organisèrent les massacres contre les Batutsi dans la province de Muramvya. Ce fait ouvrit la voie à une série d'autres violences répétitives qui ont atteint leur comble par la tragédie d'octobre 1993.

L'idéologie hamitique prédispose les Barundi à la violence. En effet, selon cette idéologie, les Batutsi sont des étrangers conquérants venus soumettre et coloniser les Bahutu. Cette idéologie prédispose les Bahutu à la violence puisque leur révolte est perçue comme une guerre de libération d'un peuple opprimé.

Cette idéologie avait comme conséquence d'inciter les Bahutu à se révolter et finalement à se libérer du « joug colonial tutsi ». En effet, les Bahutu et les Batutsi ont appris ensemble à l'école et dans les journaux que les Batutsi étaient une race étrangère venue de l'Egypte, de l'Ethiopie ou de la Somalie. Les Jeunes Bahutu qui apprenaient cela disaient à leurs frères Batutsi de retourner chez eux, c'est-à-dire dans ces prétendus lieux d'origine. L'élite intellectuelle a donc intériorisé ces clivages et une des conséquences fut l'apparition du phénomène de la violence au Burundi et au Rwanda.
« *La confusion entre le « racial et le social » et l'intériorisation de tels clivages expliquent largement la violence vécue par le Rwanda et le Burundi entre 1959 et 1993 : les révolutionnaires Bahutu du Rwanda, en 1959 réclamaient "le retour en Ethiopie des colonisateurs batutsi". Après avoir été encensés, les Hamites sont devenus source de tous les maux* »[59].

[59] J.P. CHRETIEN, « "Vrais et Faux" Nègres. L'idéologie hamitique », in Burundi : Histoire retrouvée : 25 ans de métier d'Historien en Afrique, Paris, Karthala, 1993, p.408.

On peut dire que tous les actes horribles commis dans ces deux pays prennent racine dans l'idéologie hamitique, car les motivations qui poussent les extrémistes Hutu à recourir à la violence contre les Batutsi reposent sur une lutte de libération d'un peuple opprimé.

L'idéologie hamitique constitue donc une racine de la violence d'autant plus qu'elle répand des stéréotypes et des préjugés raciaux. En effet, un préjugé est une attitude qui justifie l'hostilité ou la discrimination que l'on éprouve pour des personnes extérieures au groupe. Les préjugés ont donc une grande part dans l'élaboration des comportements violents.

L'application de cette idéologie a créé trois groupes humains différents (Hamites, Bantu et Pygmées) ayant chacun ses caractéristiques spécifiques.

Les Batutsi assimilés aux Hamites seraient des étrangers venus d'Ethiopie, de la Somalie ou d'Egypte envahir et conquérir la région des Grands-Lacs par la soumission des populations autochtones. En plus de leur beauté physique, leur intelligence et leur sens d'organisation, ils étaient destinés à régner[60].

Quant aux Bahutu assimilés aux Bantu, ils étaient les vrais nègres, c'est-à-dire ayant toutes les caractéristiques physiques, morales et intellectuelles d'une humanité inférieure.

Le pouvoir colonial administra le Burundi en s'inspirant largement de ces clichés et stéréotypes raciaux. Il privilégia les « Hamites » tout au long de la période du mandat. C'était une façon d'aiguiser les consciences ethniques. De plus, sous la tutelle, il changea d'alliés et de stratégies en pratiquant une nouvelle idéologie, cette fois-là, favorable aux Bahutu.

[60] RYCKMANS (P.), cité par BARUMWETE (S.), in Contribution à l'étude de l'idéologie hamitique comme facteur d'ethnisme et de violence politique au Burundi, mémoire, UB, 1998, p.48.

En outre, l'ethnologie coloniale repéra également les différences au niveau des traits caractériels. Jean Ghislain voit dans les Tutsi, des hommes *« intelligents, mais facilement retors, ignorant la colère mais pratiquant la vengeance froide », ne connaissant « ni la pitié ni le scrupule, profondément méfiants, auréolés d'un renom de guerriers intrépides »*. En revanche, le Hutu devient comme on l'a souvent répété en parlant du nègre, volage[61]. L'idéologie hamitique fait des Tutsi des êtres destinés à régner, donc fondateurs de la monarchie burundaise au moment où les Hutu sont considérés comme ayant un caractère d'enfants timides et paresseux, incapables de gouverner[62]. Nous disons que c'est une politique de diviser pour régner.

Aux Batwa, on reconnaît à peine un statut d'hommes. Rychmans en fait des paria, et Jammaulle les trouve *« capables du plus grand attachement, d'un dévouement qui participe plus peut-être de l'instinct de chien que de reconnaissance d'homme »*[63].

Toutes ces différences devaient naturellement déboucher sur des rapports socio-politiques conflictuels que l'administration coloniale prit résolument la latitude d'exploiter : *« Quand on ne peut régner autrement, il faut bien diviser pour y parvenir, mais dans l'Urundi, ce n'est pas nécessaire. Assez de causes de dissensions existent qu'il sera toujours temps d'exploiter si jamais le besoin se faisait sentir »*[64], écrivait P. Rykmans.

Que dire maintenant des relations de dépendance tant décriées ? Le constat le plus partagé est que la majorité des Tutsi n'étaient pas des gouvernants et tous les gouvernants n'étaient pas des Tutsi non plus. La grande majorité des clans Tutsi étaient aussi éloignés du pouvoir que l'était la grande majorité des clans Hutu. La promotion dépendait certes des privilèges de naissance mais pouvait également procéder des rapports individuels avec l'autorité investie du pouvoir de nomination, en l'occurrence le roi ou le chef.

---

[61] GHISLAIN, J., La féodalité au Burundi, Bruxelles, ARSOM, 1970, pp.12-13.
[62] BARUMWETE (S.), op.cit., p.38.
[63] RYCKMANS (P.), cité par BARUMWETE, op.cit., p.49.
[64] Ibid.

De même que tous les Tutsi n'étaient ni riches ni propriétaires de bétail, tous les Hutu n'étaient pas pauvres, et certains d'entre eux possédaient du bétail sans qu'ils soient des usufruitiers.

D'après ce qui est susmentionné, nous trouvons que les déshérités se rencontraient autant chez les Hutu que chez les Tutsi.

Dans les paragraphes précédents, nous avons distingué la catégorie des oppresseurs et celle des opprimés ; d'où il fallait alors inventer un système démocratique pouvant faciliter le transfert du pouvoir à l'ethnie majoritaire. Dans la perspective de l'indépendance, les nouveaux partis politiques surtout ceux de tendance hutu s'inspirèrent largement de cette nouvelle idéologie pour élaborer des programmes visant la libération du « *joug colonial tutsi* ». Ici, nous disons que la campagne électorale a été ethnisée. Au Burundi, dans les milieux ruraux que dans les villes, beaucoup de gens pensent que l'élection des dirigeants est synonyme de démocratie[65].

b. Conception de la démocratie

Pour les uns, ils conçoivent la démocratie comme étant un pouvoir de la majorité quelle qu'elle soit. D'autres pensent que les partis politiques d'opposition ne doivent et ne peuvent en aucun cas converger avec le parti au pouvoir[66].

Au fait, la démocratie a été implantée au Burundi sans préparation d'esprits ; raison pour laquelle ceux qui chantent la démocratie ne peuvent pas expliquer de quoi il s'agit. D'où il y a lieu de distinguer la conception de la démocratie selon les niveaux d'instruction de la population.

Ainsi, la majorité des fonctionnaires conçoit la démocratie comme étant le gouvernement du peuple par le biais des représentants élus. Ici, l'élément caractéristique c'est l'élection. Pour d'autres, le gouvernement fait ce que la

[65] NDUWAYO (G.), op.cit., p.27.
[66] Ibid.

population veut. Ici, la souveraineté est attribuée au peuple, il ne s'agit pas d'une simple volonté populaire ;

Pour la catégorie des « *Banyagihugu* », la démocratie signifie :

- Election des dirigeants (Ukwitorera abategetsi umuntu ashimye, ahuriweko na benshi (= la loi de la majorité).
- L'entente dans le partage des biens.
- Le respect des droits de l'homme.

La démocratie étant basée sur les élections au suffrage universel (ce qui est pourtant légal, la majorité ethnique donnera toujours au parti de tendance ethnique Hutu (car majoritaire) l'avantage de la quantité ethnique.

La polarisation ethnique reste le facteur qui fausse l'idée de la démocratie au Burundi. Celle-ci pourra même favoriser la médiocrité et l'arrivisme au Burundi. Cela a donc conduit à l'échec de la démocratie au Burundi.

A la question : Croyez-vous que la démocratie s'est enracinée au Burundi ? Les réponses sont éloquentes. Les conditions ne sont pas remplies pour qu'on puisse parler de démocratie au Burundi.

D'abord, le niveau de scolarité est trop bas pour comprendre les programmes des partis.
Ensuite, le fait qu'un hutu élit un hutu et qu'un tutsi élit un tutsi quelles que soient les qualités est un frein à la démocratisation. Déo NSAVYIMANA soutient cette idée lorsqu'il souligne que « *la démocratie signifie plus que les élections plus que le choix du dirigeant suprême. Qui dit gouvernement par le peuple et pour le peuple, présuppose que le peuple est instruit, mûr, assez aisé pour s'occuper effectivement de la gestion des affaires de la collectivité nationale. Ce qui n'est pas le cas chez nous* »[67].

[67] NSAVYIMANA (D.), « La démocratie a-t-elle un avenir après le séisme d'octobre 1993 » in Au Cœur de l'Afrique, 3-4, 1994, p.433.

Aussi, quand bien même le pouvoir politique est basé sur la théorie de souveraineté populaire, même si la structure gouvernementale y repose sur le pluralisme politique et sur la séparation des pouvoirs, même si la libre expression est admise, on ne peut pas dire que la démocratie s'est enracinée au Burundi. Burdeau affirme que « *la démocratie n'est pas dans les institutions, mais dans les hommes. Il n'y a pas de démocratie mais seulement des démocrates* »[68].
RUBERINTWARI ajoute que « *Cette forme d'organisation politique passe d'abord dans la tête des populations avant de se trouver dans les institutions* »[69].

Le dilemme de la démocratie est donc manifeste au Burundi où la majorité démocratique signifie le ralliement de tous les individus de même souche ethnique dans une formation politique pour éventuellement écraser la minorité par revanche ou par prévention ;

D'après K. Saul PADOVER en termes de politique et d'institutions, la démocratie a au moins cinq caractères essentiels :
« - *Egalité dans la loi ;*
- *Egalité électorale ;*
- *Election périodique des représentants ;*
- *Législation selon la règle majoritaire ;*
- *Liberté d'une action politique et de formulation d'une politique* »[70].

Pour que la démocratie puisse donc bien fonctionner, il faut une préparation. La démocratie est d'une manière générale difficile à pratiquer. Cette difficulté réside dans son manque de dogme rigide.

---

[68] BURDEAU (G.), Traité de science politique, tome 7, La démocratie gouvernante, son assise sociale et sa philosophie politique, Paris, LGDJ, 1972, p.13.
[69] RUBERINTWARI (P.), « Difficile modernisation politique du tiers-monde. Le cas de l'échec de la démocratisation au Burundi », in Au Cœur de l'Afrique - 4, Bujumbura, 1994, pp.397-426.
[70] PADOVER (SR), Pourquoi la démocratie ?, Paris, Nouveaux Horizons, 1967, p.24.

Bien que la démocratie soit un régime politique qui veut l'égale liberté de tous ses membres, elle trouve ses ennemis dans la société où elle est implantée qui interprètent mal ces principes de la démocratie.

La campagne électorale au Burundi a manqué de base fondamentale de la démocratie ; la commune Muhuta n'a pas échappé à ce schéma. Les meetings organisés dans cette commune ont eu pour caractéristique principale le dénigrement mutuel qui a donc conduit à une concurrence violente. Les discours s'écartaient de l'ordinaire. Outre qu'ils étaient généralement remplis des mots incendiaires afin d'attirer l'attention de la foule ; ils étaient généralement gravé de promesses mirifiques, de réalisation grandioses. Par exemple, on faisait (les propagandistes) des promesses irréalisables (distribution des terres, du bétail, etc.

Au moment de la propagande, les partis ne recouraient pas uniquement aux discours officiels. Ils recouraient aussi à des idées qui ne figuraient pas nulle part dans les idéologies officielles des partis politiques, ceci dans le but de persuader leurs adhérents éventuels. Cette action se faisait d'une façon clandestine et avait un caractère divisionniste et illégal.

Dès lors les « ethnies » s'identifiaient à tel ou tel parti ou se polarisaient autour de lui. En guise d'illustration : certains membres de l'UPRONA « Tutsi » interrogés ont dit qu'ils voyaient d'un mauvais œil un mututsi membre du parti FRODEBU. Ils n'hésitaient pas de le qualifier de « traître », d'opportuniste (intambira akaje) ou encore celui qui a une « vision courte ». Pour eux, le FRODEBU était un parti des Hutu et un mututsi « frodebiste » est « un Intama ikera ico itazi », un « naïf ». Même les membres Hutu du FRODEBU le traitaient de la même façon. Certains militants du FRODEBU déclaraient qu'un muhutu membre de l'UPRONA était un traître « umuhemu », un mercenaire. Pour eux, les militants Hutu de l'UPRONA ont été achetés par les Tutsi pour masquer l'exclusif tutsi de ce parti.

Le FRODEBU avait une stratégie basée sur le réveil des sentiments ethniques pour gagner le cœur de tous les Hutu. En effet, NIMUBONA le dit en ces termes : « *En fait le travail du FRODEBU consiste à ne pas crier haut l'ethnicité comme le fait son rival. Mais, il le fait d'une façon intelligente en rappelant constamment à la population les événements malheureux qu'a connu le pays* »[71].

On comprend que les gens du FRODEBU avaient l'objectif d'essayer de prévenir la réapparition de l'ethnie minoritaire au pouvoir. Cet objectif a été entendu par la population de Muhuta car elle laissait entendre pendant la campagne électorale « *Abatutsi aho badutwariye ni kera* » (Les tutsi gouvernent ce pays depuis longtemps).

Nous venons de voir comment la démocratie est conçue en général, voyons comment elle est conçue dans notre zone d'étude.

D'après les résultats de nos enquêtes, nous avons compris que le mot « démocratie » est rarement compris selon une acception abstraite. En fait, il est même assez peu appréhendé d'un point de vue strictement politique dans la commune Muhuta. Avant tout et c'est loin le genre de discours que nous avons le plus souvent entendu, il est synonyme d'amélioration des conditions d'existence. Ensuite, la question de l'avènement d'une certaine liberté de s'exprimer est abordée. Or, cette population de Muhuta considère la démocratie comme « ukwishira n'ukwizana » (la liberté d'action) chacun était libre d'exposer ce qu'il pensait, on y prenait même grand plaisir.

La démocratie est comprise par certaines populations de Muhuta comme étant un système qui favorise les Hutu et au nom duquel ils veulent exterminer les Tutsi : « Demokarasi yaje kutumara » (la démocratie est venue pour nous exterminer)[72].

---

[71] NIMUBONA (J.), op.cit., p.130.
[72] Propos de certaines populations à propos de la conception de la démocratie.

Les Hutu interrogés sur l'importance du multipartisme, déclarent que les partis politiques sont des cadres d'expression des citoyens. « Ils nous permettent d'exposer nos frustrations qui pourraient exploser si elles étaient restées enfermées on ne cache rien »[73].

Or, les partis politiques jouent le rôle de régulation des conflits sociaux car ils vont discuter des problèmes du pays afin de dégager un consensus. Ainsi, aucune violence, même symbolique n'est durablement efficace si la règle qu'elle sanctionne institue entre les membres de la société des rapports fondamentalement arbitraires, systématiquement profitables à l'autre.

Thomas Hobbes voit dans la loi un renoncement mutuel et simultané de tous et de chacun aux avantages qui ne peuvent être acquis qu'au détriment des autres : « *Je renonce à me faire du bien en te faisant du mal à condition que tu y renonces toi-même, et dans les mêmes termes* »[74].

Cette analyse de Hobbes a échappé à nos dirigeants, du sommet jusqu'à la base afin de faire le contrôle social qui suppose une loi qui n'est efficace que si elle définit des obligations communes et réciproques.

3. Politisation des problèmes sociaux

De novembre 1966 à mars 1992, le Burundi a connu un régime politique de parti unique. Le parti unique avait au cours de son règne entamé un processus de socialisation politique.

Avec la venue du pluralisme, un autre processus initial de socialisation politique avait déjà disposé les gens à agir de telle façon plutôt que de telle autre face à une culture politique nouvelle fondamentalement différente de l'ancienne à laquelle ils étaient habituellement conditionnés. Le problème de processus de

[73] Propos de certaines populations à propos de la conception du multipartisme.
[74] BOUDON (R.), et BOURRICAUD (F.), Dictionnaire critique de la sociologie, PUF, 1994, p.92.

socialisation politique se rapporte aux mécanismes par lesquels une culture politique est formée, reproduite, consolidée et chargée.

Faustin RUTEMBESA donne une explication satisfaisante de la culture politique. Il dit que la culture politique est généralement : « *Le produit d'un mécanisme de régulation des comportements politiques qui inculque aux individus des attitudes fondamentales forgées par l'histoire et conduit à partager au-delà de leurs différences d'opinion publique, des croyances communes sur la meilleure forme d'organisation sociale et du gouvernement* »[75].

Mais au contraire, la culture politique du nouveau système d'organisation des institutions au Burundi a généré une confusion totale. En effet, le multipartisme était perçu par la population de Muhuta comme une révolution d'une partie plutôt qu'une nouvelle organisation politique et le renouveau politique dans le multipartisme pouvait être utile dans le choix d'un meilleur programme politique qui présente des avantages considérables pour le peuple. Aussi, vise-t-il l'émancipation de chaque citoyen et sa jouissance des droits publics et privés.

Lorsqu'on parlait de la majorité politique, les gens de Muhuta comme ailleurs dans le pays entendaient les Hutu du fait de leur nombre. Ils confondaient la majorité d'opinion politique et la majorité ethnique. Même les crises qui avaient secoué depuis longtemps le Burundi peuvent être vues comme le retentissement de la revendication ethnique du pouvoir détenu par une minorité qui n'en a pas le droit car peu nombreuse[76]. La question de majorité et de minorité pose jusqu'aujourd'hui une difficulté du moment qu'elle se rapporte à l'ethnie.

La position du parti FRODEBU sur le problème burundais était claire sur cette question : « *Comment satisfaire les revendications très légitimes de la*

---

[75] RUTEMBESA (F.), Théories et systèmes politiques, Cours de 2e Licence, Histoire, E&R, UB, Bujumbura.
[76] NDUWAYO (G.), op.cit., p.50.

majorité ethnique de la population sans toutefois oublier les droits des ressortissants des groupes minoritaires »[77].

La population de Muhuta chantait dans des meetings organisés au niveau des collines d'un déluge « ISEGENYA » qui emporterait ceux qui ne seraient pas dans les mêmes bateaux.

La compétition politico-économique est dans notre société, une cause de la violence. En effet, le pouvoir politique est perçu comme le centre de contrôle et d'allocation de richesse. Le pouvoir est devenu objet de lutte entre les différentes composantes de la population car il constitue la seule voie d'accès à la richesse mis à part le commerce qui demande un capital consistant.
Sur ce point, BALLEY R.H. souligne : « *La compétition économique ou politique est une cause fréquente de frustration collective. Si le travail, la terre ou autres sources de profit sont rares, un groupe social risque d'être éliminé* »[78].

Au Burundi, depuis 1991, de nombreuses organisations politiques de tendance Hutu sont nées pour décrier les injustices sociales et l'exclusion dont elles étaient victimes. Mais depuis la fuite en avant du « modèle rwandais » les Bahutu contrôleraient les rênes du pouvoir. C'est ce qui arrive à l'issue des élections de juin 1993. Trois mois après l'accession au pouvoir du président Ndadaye des tueries se sont observées ici et là.

Le 21 octobre 1993, le Président Melchior NDADAYE, vainqueur des élections présidentielles de juin 1993, fut assassiné par un groupe de militaires. Automatiquement après, le Burundi vécut une crise sans précédent. En effet, dans la moitié du pays il y a eu des massacres et pour le cas qui concerne notre zone d'étude, il s'est observé un désordre que nous qualifions de « sans nom », par exemple, le lendemain du 21 octobre, il y a eu des démolitions, des coupures

[77] Parti SAHWANYA FRODEBU, Mémorandum sur le processus et les procédures de démocratisation du Burundi, Bujumbura, 1991, p.121.
[78] BALLEY (R.H.), Violence et agression, Narderland, the international life, 1977, p.127.

des routes et obstruction des voies de transport. Une grande suspicion s'installa et provoqua la fuite des tutsi.

Toutefois, l'intervention de l'armée fut aussi caractérisée par une violence aveugle et meurtrière envers les Bahutu.
« *Les unités militaires, déstabilisées par le putsch, entravées par la multiplication des barrages d'arbres coupés sur les routes, interviennent tardivement et procédèrent à leur tour à des représailles systématiques* »[79].

Cette violence a entraîné la cassure de la société. En effet, dans la plupart des régions, les rescapés du génocide vivent à part dans les « centres de déplacés » tandis que les Bahutu vivent encore sur leurs collines. Même à Bujumbura, la plupart des quartiers populaires ont connu le même phénomène de « balkanisation ».

Un peu après pour notre zone d'étude c'est-à-dire la commune Muhuta, on observe une structuration de la communauté où les uns (les Batutsi en grande partie) sont dans les centres de déplacés et les autres (les Bahutu en général) forment ce qu'on a appelé les centres de regroupés pour faciliter la vigilance des forces de sécurité.

Nous avons vu dans les pages antérieures que l'idéologie hamitique est l'une parmi d'autres sources de violence. Il est donc incontestable que la compétition politique ou économique peut aboutir à la violence. Mais on peut se demander si la lutte pour le pouvoir politique peut justifier le degré de violence qu'on observe au Burundi.

De plus, cette violence s'abat sur les couches les plus vulnérables (vieux, femmes, enfants, ...) mais aussi les couches qui ne sont pas directement intéressés par le pouvoir. Les extrémistes Hutu sont guidés par une autre

[79] Marc MANIRAKIZA, La fin de la monarchie burundaise : 1962-1966, préface de Jean-Paul Harroy, Le Mât de Misaine, 1962, p.123.

idéologie, celle de l'extermination physique d'un groupe humain pour conquérir le pouvoir, c'est-à-dire l'idéologie génocidaire.
Selon Marc MANIRAKIZA, ils sont les seuls à passer par cette voie pour conquérir le pouvoir : « *L'histoire de ce siècle se souviendra des extrémistes hutu comme les seuls et uniques théoriciens de l'élimination physique d'une race en guise de préalable à la crise et du renforcement du pouvoir* »[80].
Ici, les Bahutu présentent la situation sociale du Burundi comme un véritable apartheid et par conséquent ils sont dressés à la révolte ou à la subversion pour faire de leur lutte une guerre révolutionnaire. Pourtant, « *Inciter des paysans à tuer d'autres paysans est une contre-révolution qui ne suscitera jamais ni sympathie, ni fierté à l'égard de ceux qui la prônent. La volonté d'exterminer une race pour que s'épanouisse une autre est une démagogie de bas étage* »[81].

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons d'abord étudié comment se déroule la campagne électorale de juin 1993. Nous avons remarqué que ladite campagne était du moins une concurrence meurtrière entre les élites Hutu et Tutsi. Cette campagne était fondée sur la résurrection des profonds traumatismes des années 1972-1973.

Nous avons ensuite analysé comment le système de démocratie est compris dans notre zone d'étude. Ici, nous avons constaté que certaines gens ont l'espoir en le multipartisme du fait qu'il permet la libre expression des gens. Mais, par contre, une autre catégorie qui avait une expérience amère du multipartisme des années 1960, appréhende le multipartisme négativement comme quoi il allait approfondir les divisions à base ethnique.

Aussi, l'idéologie hamitique a été un facteur aggravant ces divisions à caractère ethnique car elle crée dans les cœurs des hommes un complexe de

[80] Ibidem
[81] Ibidem

supériorité de la part des uns mais aussi un complexe d'infériorité de la part des autres.

Enfin, nous remarquons que la campagne électorale de juin 1993 a été ethnisée de tous les côtés. Mais aussi, signalons que la population burundaise en général et celle de Muhuta en particulier confond la majorité politique et la majorité ethnique.

CHAPITRE III : LA PRODUCTION ET LA STRUCTURATION DES GROUPES VULNERABLES COMME EFFET EMERGENT DE LA CRISE DE 1993

Avec la crise d'octobre 1993, la population burundaise a changé par contrainte de la crise, de mode de vie. Certains Burundais ont quitté le pays pour se réfugier à l'étranger où la sécurité pouvait être assurée. D'autres, n'ayant pas franchi les frontières nationales sont dans des camps de déplacés. Elles constituent une catégorie de population qui est définie de la manière suivante : "*Internally displaced persons are persons or groups of persons who have been forced or obliged to flee or leave their homes or places of habitual residence, in particular as a result of or in order to avoid the effects of armed conflict, situations of generalized violence, violations of human rights or natural or human made disasters, and who have not erased and internationally recognized state border*"[82].

A part les enfants de la rue, nous avons à distinguer quatre catégories qui sont produites par la crise comme l'indique le titre de ce chapitre. Il s'agit[83] :

- ***Des réfugiés*** : ce sont des gens qui ont quitté leur pays d'origine pour aller à l'étranger suite à leur sécurité menacée.

- ***Des déplacés*** : suite aux massacres, aux incendies et aux autres atrocités qui se sont passées dans les campagnes et plus tard dans les villes du pays, les groupes de populations cibles ont été obligés de quitter leur domicile à sauvette. Ils ont trouvé refuge dans les infrastructures et autres établissements publics ou tout simplement sur des collines où ils se sont regroupés pour constituer une force d'autodéfense d'abord et pour ne pas être à la portée de leurs bourreaux ensuite. Les forces de l'ordre les y ont ensuite protégés.

---

[82] OCHA, Handbook for applying the guiding principles on internal displacement, Nations Unies, New York, 1999, p.6.

[83] BIZIMUNGU (J.B.), La question des réfugiés burundais à travers la problématique du rapatriement de 1987 à 1997, mémoire, UB, 1999, p.15, 17-19.

- ***Les dispersés*** : c'est toute la population éparpillée dans les marais et autres coins inaccessibles. Sont considérés comme dispersés les personnes repérées et prises en otage par les bandes armées. Toute cette population a la caractéristique commune d'échapper à tout contrôle de l'administration. Aucune action en leur faveur ne peut être menée dans la mesure où leur estimation s'avère impossible. Lors des combats entre l'armée régulière et les bandes armées, des contingents assez importants de dispersés sont souvent découverts et récupérés.

- ***Les regroupés*** : Les dispersés découverts et récupérés lors des combats sont rassemblés et constituent ce qu'on appelle les « regroupés » ; ceci dans l'objectif d'assurer leur sécurité.

Les trois dernières catégories forment ce qu'on appelle les réfugiés intérieurs.

Evariste NGAYIMPENDA dans les cahiers démographiques du Burundi n°14 le précise : Il définit les déplacés, les regroupés et les dispersés comme étant des personnes qui sont restées à l'intérieur des frontières nationales et qui vivent en dehors de leurs foyers, dans des camps, des sites ou autres refuges[84].

Un « déplacé » tout comme un « sinistré » est défini comme étant « *toute personne qui a, d'une façon ou d'une autre et à un moment ou à un autre, quitté son foyer et s'est installé ailleurs* » au Burundi en raison de la guerre civile ; cela inclut un grand nombre de populations dispersées dont le chiffre est difficile à déterminer[85].

---

[84] E. NGAYIMPENDA, « Les populations sinistrées au Burundi : sept ans après », in Cahiers démographiques du Burundi n°14, Bujumbura, Août 2000, p.6.

[85] PAM/FAO/UNICEF/DAH, Rapport sur la mission d'évaluation des sites de personnes sinistrées au Burundi, Bujumbura Rural, Bururi, Cibitoke, Gitega, Kayanza, Karuzi, Makamba, Muramvya, mars 1997, p.10.

1. La création des sites et la précarité de la vie des déplacés en commune Muhuta

Avant la crise d'octobre 1993, la population de Muhuta vivait dans l'autosuffisance alimentaire puisque la majorité de la population s'occupait de l'agriculture et de l'élevage et le milieu était encore productif.

• Problèmes et adaptations des déplacés

Si nous assimilons le terme « chômage » à l'état d'attente d'un emploi après la perte du sien comme le définit le dictionnaire de Géographie : *la situation d'un travailleur qui a perdu son emploi et en quête du nouvel emploi*[86], le site serait tout simplement une réserve de chômeurs venus du milieu rural où ils s'occupaient de l'agriculture et de l'élevage, ces gens sont pour la plupart inoccupés et cherchent encore une activité remplaçante. Quelques uns ont des activités professionnelles durables : de petits fonctionnaires, des militaires. D'autres font ce qu'on leur offre faute d'avoir des fonctions fixes. Mais, le gros, formé surtout des femmes, restent à la maison alors qu'auparavant elles s'occupaient des champs en permanence. Ceci reste un grand problème étant donné qu'ils ne peuvent pas avoir des terres suffisantes pour pratiquer leur métier de l'enfance.

Dans la plupart des ménages, l'homme court ici et là chercher quelqu'un pouvant lui demander un service, contre payement bien sûr. La femme s'occupe de la maison, des soins des enfants, de la propreté et de la cuisine. Ce genre de vie ne garantit pas la sécurité alimentaire car rien ne garantit la réussite de la mission du père de la famille. On ignore comment les plus faibles (vieillards et enfants orphelins) parviennent à survivre dans ces conditions.

Quant à l'habitat en commune Muhuta, il était composé de maisons en matériaux semi-durables. Bien que moins durables, la majorité des maisons étaient en tôles. Avec la crise, on aménage des huttes dans des sites de déplacés.

---

[86] GEORGE, P. et VERGE, F., Dictionnaire de Géographie, Paris, PUF, 6e éd., 1996, p.147.

La vie commence à être difficile. Les déplacés n'ont pas eu à lutter contre les attaques perpétuelles des assaillants mais ils ont eu à lutter contre la faim et la malnutrition. Ils ont lutté pour se vêtir et se couvrir. Les organismes internationaux de secours sont intervenus mais comme l'ont précisé les déplacés interrogés : « *amazi masabano ntamara imvyiro* » (= Une eau demandée à un autre n'enlève pas la crasse).

On ne peut pas sous-estimer l'aide bénéfique de ces organismes mais durant toute la première année, les déplacés ont souffert. L'alimentation était maigre. Nous avons déjà souligné le manque de travail pour la population déplacée. Ceci entraîne les déplacés dans un manque de nourriture. Il y en a qui ne mangent qu'une seule fois par jour. Ceci n'est pas régulier car quelqu'un peut trouver de quoi nourrir sa famille pendant une semaine et en manquer la semaine suivante. C'est le cas d'aides alimentaires qui peuvent s'obtenir une seule fois dans trois mois.

Les difficultés alimentaires qu'ont rencontrées ces gens sont liées au fait de se voir imposer par les ONGs humanitaires la consommation de la pâte du maïs et le haricot. La majorité de ces déplacés préfère vendre ce don pour acheter d'autres produits préférés. Ici, signalons que la quantité n'était pas la même pour toutes les denrées. Les plus importantes en quantité étaient les grains de maïs ; les déplacés pouvaient échanger les grains de maïs contre le haricot avec la population voisine[87].

Les organismes d'aide humanitaire servaient de manière irrégulière : les déplacés se lamentaient des jours d'abandon. Quand le problème de faim était résolu, il restait le besoin de vêtements mais aussi de couvertures puisque la population s'enfuit les mains vides.

A côté de tous ces problèmes, il y avait le problème de l'oisiveté. Nous l'avions déjà souligné, le manque de travail est un problème qui préoccupe les déplacés. En effet, les déplacés toutes catégories confondues, restaient dans la

[87] RUZOVIYO, 57 ans, juillet 2010.

cour ou devant leurs maisonnettes en train de raconter les malheurs vécus. Leur causerie était sans intérêt. C'était donc une sorte d'occupation puisqu'ils étaient dans l'impossibilité de travailler. Seulement, les hommes et les jeunes garçons aidaient les militaires à faire des rondes.

Précisons ici la situation des personnes sinistrées selon les données démographiques : des études ont été menées par les nationaux et des étrangers afin d'appréhender la situation des personnes suite à la crise d'octobre 1993.

La plus récente a été menée sous l'égide du gouvernement en juin-juillet 1995 sur tout le territoire national (sauf dans la province de Cibitoke) et a fait état de 216.401 personnes sinistrées réparties en 55.385 ménages.

Tableau 3: Répartition des personnes sinistrées par province par ordre décroissant[88]

PROVINCE	NOMBRE DE SINISTRES
1. KIRUNDO	40.813
2. MUYINGA	27.489
3. NGOZI	26.165
4. GITEGA	22.940
5. BUJUMBURA (MAIRIE)	18.786
6. MURAMVYA	17.414
7. KAYANZA	13.227
8. BUBANZA	10.766
9. KARUZI	10.459
10.BURURI	7.675
11.RUYIGI	7.598
12.BUJUMBURA	6.754
13.CANKUZO	4.064
14.MAKAMBA	284

[88] Rapport sur la mission d'évaluation des sites des personnes sinistrées au Burundi, p.31.

Cette répartition est liée au déroulement des massacres et des désordres qui ont provoqué les mouvements de population.

Quant à notre zone d'étude (commune Muhuta), sur 6.754 personnes sinistrées de Bujumbura, Muhuta compte à elle seule quatre camps de déplacés. Il s'agit de : Rutongo, Ruyaga, Gahuni, Gitaza[89].

L'analyse du tableau révèle la catégorie des personnes ciblées par les tueries. Beaucoup d'hommes sont morts puisque nous avons constaté moins de rescapés parmi eux.

Les déplacés en commune Muhuta comme ailleurs dans le pays survécurent grâce à l'aide des organismes humanitaires. Dans beaucoup de localités du pays, on remarque que les enfants sont plus nombreux dans les camps de déplacés. Cela montre à suffisance que les adultes étaient plus recherchés que les enfants. En considérant le sexe, on trouve que les femmes sont en nombre élevé par rapport aux hommes.

Concernant l'hygiène et la santé de la population, les résultats de nos enquêtes nous ont montré qu'il y avait un problème de promiscuité. On observe des voisinages nombreux et désagréables. Ici, la maison est par exemple partagée par les gens et les animaux pour ceux qui en avaient, les ustensiles de cuisine sans oublier que les parents pouvaient partager le même lit avec leurs fils et filles. Ce qui est fort déplorable.

Ce voisinage s'accompagne de graves conséquences. D'abord, la personne « déplacée » est exposée à toutes sortes de maladies et cela la rend physiquement et psychologiquement vulnérable. Ensuite, concernant la population du site et de l'entourage, on remarque une dislocation des valeurs morales comme le respect mutuel et la dignité. Le centre de déplacés est un lieu généralement sale où l'on trouve sur un petit espace un nombre élevé de huttes. La promiscuité d'hommes et d'objets fait que le voisinage devient déplaisant.

[89] NDUWIMANA, 58 ans, Mubone, juillet 2010.

Nous avons donc constaté que le déplacé manque de stabilité et de convenance ; son équilibre psychologique est non seulement troublé par l'état dans lequel il se trouve, mais aussi il ne peut pas satisfaire ses besoins élémentaires. Sans vêtements, sans nourriture, sans couverture, les déplacés vivaient dans une promiscuité totale ; cela parce que les déplacés fuyaient démunis de tout. C'est ainsi que dans les camps de déplacés, on trouve des enfants qui erraient nus. Plusieurs maladies faisaient rage : pas de technicien médical, pas de médicaments. Les maladies fréquentes sont par exemple les suivantes : le kwashiorkor, la gale, la dysenterie bacillaire, le choléra, la toux, la malaria, etc.

Quand nous évoquons le problème de santé, nous voulons dire ici la santé physique et même la santé mentale. Pour appuyer notre conception, François Marchand nous dit : « *Il est difficile de préciser les frontières entre le psychologique et le physique. Qui peut ignorer l'interdépendance des dimensions physiques et psychologiques dans ces phénomènes de bien-être et de maladie* ? »[90].

Les conditions de vie de ces « déplacés » provoquaient des conséquences catastrophiques sur leur santé devenue la proie facile des maladies. La promiscuité dans les camps des « déplacés » va faciliter aussi le développement des maladies sexuellement transmissibles. Comme ils n'avaient pas l'accès aux soins de santé faute de moyens, des personnes mourraient en grand nombre. Les enfants et vieillards mourraient à cause du froid. Il faut ici signaler que les enfants étaient les plus touchés surtout ceux qui ont moins de cinq ans. Plusieurs d'entre eux également souffrirent des maladies carentielles dues à la malnutrition.

Comme nous l'avions déjà dit, dans les camps de déplacés, on trouve que les valeurs morales se dégradaient. En effet, avant l'éclatement de la crise au

[90] MARCHAND (F.), La psychologie et la santé. L'apport de la psychologie à la santé des personnes, de groupes et des institutions, Paris, Privat, 1978, p.21.

Burundi et avant la construction des sites des déplacés ici et là, les bonnes mœurs et les valeurs morales fondant les rapports sociaux étaient respectées. Les générations anciennes les inculquaient aux jeunes générations et ainsi de suite. C'est par exemple : la politesse, l'entraide mutuelle, etc.
Ces valeurs culturelles susmentionnées étaient considérées comme la base même de toute l'éducation burundaise. C'est pour cela qu'elles étaient transmises de génération en génération. Mais, avec le phénomène de « déplacés » les choses ont changé. Certaines personnes ne sont plus sensibles aux malheurs des autres, c'est-à-dire qu'ils sont indifférents, d'autres sont sadiques envers les malheureux.

Nous remarquons également que l'immoralité ne cessait d'augmenter dans les camps des déplacés du fait que le « mariage » illégal et forcé est devenu une habitude dans le camp. Un groupe de jeunes garçons décidait de prendre une jeune fille en « mariage » de l'un d'entre eux à l'insu de la fille. Ils l'invitaient à boire ensemble avec l'objectif de la prendre par force. Si la mission réussissait, le lendemain, la jeune fille avait peur de rentrer à la maison familiale et ainsi le mariage était consommé[91].

Cependant, des interrogations en rapport avec cette immoralité sont quelquefois sans réponse claire.
Devis SZABO (D) et ses collaborateurs nous font remarquer ceci à propos :
« *Lorsque les modèles de conduites basés sur les normes et des valeurs régulièrement transmises de génération en génération deviennent diffus, l'effet sécurisant de la culture non seulement diminue mais il est remplacé par des interrogations qui créent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent* »[92].

Certains déplacés donnaient des explications à ce phénomène : construire ce qui a été détruit (= Gusanura ivyasambutse). Un homme avait à sa charge sa femme et d'autres concubines veuves.

---

[91] Personnes interrogées dans les camps, février 2010.
[92] SZABO (D.), GAGNE (D.) et PARIZEDO (A.), L'Adolescent et la société, Bruxelles, Dessart et Mardaga, 1977.

« *La santé de la femme est une condition préalable à la santé de la famille et par extension de la santé communautaire et sociale* »[93].

Dans ces camps de déplacés, il y a beaucoup de femmes veuves à cause de la crise d'octobre 1993 qui vivent misérablement. Ici, il faut savoir qu'à Muhuta, bien que les premiers jours, il n'y a pas eu de tueries, il ne faut pas oublier que suite à l'exode rural, la plupart des hommes n'étaient pas à la maison, d'où nous affirmons que la crise d'octobre 1993 a emporté les hommes à Muhuta. Par exemple, ceux qui étaient ailleurs dans le pays. Mais aussi, avec l'arrivée des groupes rebelles, les tueries se font remarquer.

Nous avons au fait remarqué que dans les groupes sociaux vulnérables, les femmes veuves sont plus nombreuses que le reste. Ceci s'explique aisément car le génocide a emporté plus d'hommes que de femmes.
Il nous paraît important de signaler que ces femmes vivaient dans des conditions mauvaises et dans le dénuement total. Beaucoup portaient des habits déchirés et sales. Elles étaient maigres et faibles, bref, leur propreté laissait à désirer.

En consultant les documents communaux, nous avons remarqué qu'il y avait beaucoup de femmes « seules » dans les camps. En effet, il était rare de trouver un couple qui menait une vie conjugale normale comme c'était le cas avant la crise. Il n'était pas difficile d'observer les occupations sociales des femmes. Elles pouvaient travailler dans les champs (loués tout près du camp). A part ces occupations, il y en avait qui s'adonnaient à un petit commerce de bière. D'autres, bien qu'ayant des charges familiales comme les autres traînaient dans les camps dans l'oisiveté comme nous l'avons déjà souligné.

[93] HUZOSHI (N.), Quatrième conférence mondiale sur les femmes, Beijing, septembre 1995.

2. Les interactions sociales entre les déplacés et les familles restées sur place

Entre les déplacés et les familles restées sur place en commune Muhuta s'observe une certaine haine due à la peur des uns envers les autres c'est-à-dire entre les Hutu et les Tutsi.

En effet, pour les Tutsi, ils savent que leurs maisons ont été détruites dès leur départ sans oublier d'autres biens qui ont été endommagés. Et maintenant qu'ils sont misérables, ils considèrent que les Hutu sont à l'origine du malheur qui s'abat sur eux.

Les Hutu quant à eux, du fait que les Tutsi, accompagnés par les militaires emportent tout sur leur passage, là aussi les Tutsi ne sont pas vus d'un bon œil.

Signalons que les Hutu eux aussi ne restaient pas toujours dans leurs maisons, ils avaient peur de la répression militaire. On les retrouve dispersés ici et là sur les collines.

Nous avons déjà signalé qu'il existe des déplacés intérieurs et ceux qui se réfugient à l'extérieur. Ajoutons que, que ce soit du côté des déplacés ou des réfugiés, s'observe un problème de sécurité.

Concernant les déplacés, de 1993 à 2009, il régnait dans les sites une grande peur et celle-ci était liée au fait que les sites des « déplacés » étaient la cible des attaques meurtrières. Cette insécurité physique s'accompagne de l'insécurité psychologique. Les personnes déplacées éprouvent une grande peur du fait qu'ils sont à tout moment la cible des attaques des assaillants. En plus, elles ne sont pas sécurisées socialement puisque n'ayant aucune assurance contre les risques qui peuvent arriver.

Quant aux dispersés, ils partagent l'insécurité avec les déplacés. Les secours apportés à la population par l'armée diminuaient sensiblement mais ne supprimaient pas le danger de mort violente des innocents. Des massacres suivis

de répressions étaient observés ici et là. Il y en a ainsi de part et d'autre, beaucoup de gens qui sont mortes uniquement à cause de leur appartenance ethnique. Les dispersés avaient une peur permanente de 1995 à 1999 d'une attaque imminente des déplacés accompagnés par les militaires. C'est ainsi qu'ils passaient la nuit dans des marais.

Ainsi, chaque fois que les assaillants attaquaient les camps des déplacés, la poursuite des militaires aidés par ces déplacés contraignait les dispersés à fuir quand ils n'y laissaient pas leur vie. Cela était accompagné d'un pillage des maisons des Hutu dispersés par les déplacés.

Le rapport communal signale que des maisons ont été brûlées par les déplacés lors des représailles des militaires dans les collines Mubanga, Nkuba, etc.[94]

Les résultats de nos enquêtes nous montrent que du moins les familles déplacées et celles restées sur place s'accusent mutuellement. Ici, les hutu deviennent de grands responsables des problèmes qu'endurent les déplacés majoritairement tutsi. Le déplacé reconnaît par contre qu'à côté des hutu bourreaux, il y avait d'autres qui ont risqué leurs vies en cachant les tutsi.
« *Les Hutu ont tué mais il y en a qui sont honnêtes. Il y a ceux qui nous ont cachés* »[95].

Les gens de bons cœurs les ont cachés mais ce sont les militaires qui les ont sauvés. Le déplacé croit que sans les militaires, la vie serait automatiquement anéantie dans le site. Pour lui, il n'est pas question de reformer l'armée car cela conduirait à un nouveau génocide.

En outre, quant à l'informateur hutu, membre du FRODEBU, l'armée a toujours été partiale, penchant bien sûr du côté des tutsi.

---

[94] Rapport communal, juin 1999.
[95] RURIHOSE, 55 ans, Mubanga, juillet 2010.

« *Dans certains endroits, ils ont mal travaillé car ils protégeaient une partie et laissaient une autre. Il est clair qu'après la bataille contre les assaillants, on constate qu'ils brûlaient les biens de la population, leurs maisons et pillaient leurs biens. Partout on peut trouver dans d'autres endroits, qu'au lieu de piller leurs biens, ils les mettaient dans leurs véhicules, les déplaçaient et les sauvaient ainsi ... Pour nous, nous pensons qu'ils se basaient sur leur origine ethnique. Ils ont considéré l'origine ethnique c'est vrai. C'est même visible à l'œil nu* »[96].

Cette idée est soutenue par RUTIKANGA quand il dit : « *Il ne faut pas occulter la portée des représailles perpétrées par quelques militaires agissant plus par solidarité ethnique et par souci de vengeance globalisante que par loyalisme. Ils n'ont pas tardé à ôter la vie à des milliers de hutu innocents* »[97].

Cette solidarité peut même conduire à penser que c'est une politique de l'armée. NTABONA le justifie quand il nous dit que : « *L'armée contrôlée par les Tutsi était conçue pour défendre les Batutsi contre le danger du génocide à leur endroit. C'est cette position défensive qui dominait la politique burundaise jusqu'en 1989 qui a causé beaucoup de guerres civiles, malheureusement visant toujours les massacres systématiques des Batutsi avec le but d'aboutir à un pouvoir hutu sans partage. L'armée, à majorité tutsi intervenait et exerçait chaque fois une répression sévère. L'esprit des compromis s'est fait longtemps attendre* »[98].

Aux uns et aux autres, l'armée a joué un rôle déterminant dans cette crise. Globalement le déplacé accuse les politiciens d'avoir planifié la crise dans le but de s'enrichir eux-mêmes aux dépens de la masse. Un informateur nous a affirmé que le premier responsable de la crise est le gouvernement. Nous avons voulu savoir si notre informateur n'accepte pas qu'il y ait de bons politiciens, il nous a

---

[96] Propos d'un Hutu interrogé, novembre 2009.

[97] RUTIKANGA (I.), La crise d'octobre 1993, Comportement de la population de la commune Busoni, Janvier 1996.

[98] NTABONA (A.), « Au cœur du drame burundais, le totalitarisme ethnocentriste, ses soubassements et ses conséquences », in Au Cœur de l'Afrique n°3-4, 1994, p.416.

ainsi répondu : « *Nous ne croyons à personne, tous cherchent à remplir leurs ventres* »[99].

Du point de vue socio-économique, les déplacés ne sont pas du tout sécurités puisque depuis octobre 1993, le pays est plongé dans une crise sans précédent. En effet, les personnes « déplacées » ont vu leurs conditions socio-économiques se dégrader. La paralysie connue par le secteur primaire a conduit une large proportion de « déplacés » à une grande misère.

Parmi les populations sinistrées, on estimait à 78% les effectifs globaux d'agriculteurs qui étaient dans l'impossibilité matérielle d'exploiter la propriété familiale et de retourner chez eux[100].
Même les 22 restants n'avaient pas les moyens matériels pour exploiter leur propriété[101]. Ceci du fait que l'insécurité persiste (avant le cessez-le-feu).

Sur le plan social, les populations déplacées se trouvaient dans des conditions déplorables. En effet, dans certaines localités, elles étaient dépourvues d'infrastructures sociales du fait qu'une partie avait été détruite.
Concernant l'habitat dans les camps de déplacés, les déchets qui s'entassaient dans les habitations étaient toujours susceptibles de provoquer des problèmes sanitaires surtout chez les jeunes enfants.

De plus, la population déplacée a perdu la terre qui est un patrimoine irremplaçable. En effet, la terre est le principal moyen de production pour le paysan burundais et donc sa source de revenus ; c'est grâce à elle qu'il se nourrit et satisfait d'autres besoins. Les autres activités productives jouent un rôle secondaire. La terre constitue une sécurité sociale à laquelle même le fonctionnaire burundais reste actuellement attaché parce qu'elle lui permet d'acquérir un supplément à ses revenus modestes et contribue à la satisfaction des besoins alimentaires en particulier en milieu rural.

---

[99] Propos de notre informateur.
[100] Ministère de la Réinstallation des déplacés et des rapatriés, Traitement informatique des données du recensement des déplacés, dispersés et rapatriés en 1995, Rapport provincial des résultats, chiffres définitifs, Bujumbura, mai 1997, p.5 ; idem, p.147.
[101] Idem, p.147.

En plus, être forcé à quitter le lieu auquel on est habituellement attaché constitue un terrible déchirement, il s'ensuit dans ce cas une certaine frustration de la part de la population.

Selon TOURNIER : « *L'homme peut souffrir aussi d'un bouleversement de son lieu et cela déjà dans des conditions normales. Si ce bouleversement dépasse sa capacité d'adaptation car l'homme s'attache à son lieu et s'y intègre, il incorpore son lieu à sa personne, il l'intériorise en lui-même, en sorte qu'on ne peut toucher à son lieu sans ébranler sa personne...* »[102].
Cela est d'autant plus vrai car la personne « déplacée » qui auparavant vivait dans le rugo clôturé et gardant les secrets de la maison se retrouvait dans un camp. De longs mois s'écoulèrent sans qu'un déplacé puisse retourner dans ses champs pour la récolte.
Avec le retour progressif d'un minimum de sécurité, ils pouvaient se rendre dans leurs champs accompagnés par une dizaine de militaires. Ils devraient alterner colline par colline. Les Hutu restés sur les collines récoltaient sans distinction de champs tout ce qui mûrissait. Ainsi, les déplacés étaient obligés de prendre ce qui restait. Il y a même des cas où, ni les « déplacés », ni les « dispersés » n'ont pas bénéficié les récoltes car tout le monde se trouvait dans une insécurité permanente d'attaque et de contre-attaque.

Nous venons de voir comment la crise d'octobre 1993 a entraîné une destruction familiale profonde et si nous prenons le cas particulier de la femme, elle se retrouva au cœur du drame : désormais, elle allait supporter seule les charges qu'elle partageait auparavant avec son mari. Cette femme trouve difficilement de quoi manger, de quoi vivre pour pouvoir éduquer ses enfants et s'occuper aussi d'autres personnes qu'elles avaient à leur charge.

Dans les camps de « déplacés », des personnes constituèrent des ménages sans lien de parenté avec le chef de ménage qui était généralement la femme. Certains enfants avaient été récupérés par solidarité.

---

[102] TOURNIER (P.), L'homme et son milieu, Paris, Delachaux et Niestlé, 1985, p.49.

Dans ces conditions, nous avons trouvé des femmes déplacées totalement démunies qui passent leur temps à manger et à boire en passant par toutes les voies possibles y compris le commerce du sexe parce que cette pratique pouvait être une source de revenus. Les militaires chargés de leur sécurité ainsi que les hommes qui parvenaient à entretenir un petit commerce prenaient en charge ces femmes veuves en contrepartie des rapports sexuels qu'ils avaient avec elles. Malgré cela, certaines femmes parvenaient à s'organiser avec l'aide qu'elles recevaient des organismes humanitaires. Mais, cette aide se raréfiait au fur et à mesure que les jours avançaient.
Les soucis alimentaires préoccupaient aussi ces femmes ; elles étaient chargées d'enfants et d'autres déshérités des camps.

Ainsi, les camps des déplacés n'offrent pas aux femmes le moyen de s'épanouir car comme nous venons de le voir plus haut, elles devaient et doivent même aujourd'hui lutter pour faire face à la misère qui sévit dans les camps de déplacés. Ce milieu ne facilite guère la lutte efficace contre le SIDA compte tenu des conditions socio-économiques qui y prévalent. Beaucoup d'enquêtes ont confirmé que l'un des facteurs de la propagation du SIDA au Burundi a été la création des camps de « déplacés » car la compagnie misérable dans ces derniers rend le déplacé tellement vulnérable qu'il consent à tout, y compris ce qui peut entraîner sa mort.

La survie quotidienne dans les sites est une lutte terriblement éprouvante pour les jeunes femmes séparées de leurs conjoints ou tout simplement veuves. Comme nous l'avons souligné ci-haut, ces femmes deviennent des chefs de ménage et doivent se débrouiller toutes seules en exerçant un métier leur permettant de vivoter tant bien que mal.

On ne peut pas signaler les conditions de vie des femmes en ignorant celles de la jeune fille. Cette dernière rencontre des problèmes inquiétants dans les camps de déplacés. En effet, suite à une sexualité précoce et à un environnement changeant et favorisant les rapports sexuels auxquels sont

confrontés les jeunes, des vies sont brisées à cause des grossesses précoces et non désirées. Ce phénomène de sexualité des mineurs qui devenait inquiétant et l'est toujours est à signaler avec l'apparition des camps de déplacés. On trouve le laisser-faire des activités sexuelles des jeunes déplacés par le monde adulte qui les considère comme banales pour des raisons multiples qui peuvent être probablement imputables à leur situation sociale du moment.

L'ampleur des grossesses précoces dans ces camps de déplacés chez les mineurs devient considérable et inquiétante. Il en est de même des mariages précoces des adolescents qui sont la source des malheurs car les jeunes filles n'ayant pas encore atteint l'âge de maturité éprouvent des problèmes de survie au lendemain du mariage.

Les enfants en général des camps de déplacés ont un avenir incertain, du moins sombre. En effet, la scolarisation est un des moyens favorisant la promotion socio-économique. Aux jeunes, elle est incontournable quand ils envisagent un avenir prometteur dans les sociétés actuelles. La crise comme celle dans laquelle le Burundi en général et la commune Muhuta sont plongés, porte un dommage à cette dernière.

La déscolarisation hypothèque lourdement l'avenir des enfants des sites des déplacés. Beaucoup d'enfants d'âge scolaire ont abandonné l'école à cause de la crise et la plupart d'entre eux sont devenus des délinquants, puisqu'ils n'ont pas de familles ou parce que ces dernières ne sont plus capables de les éduquer et de les entretenir.

D'autre part, le travail des enfants a pris une ampleur considérable. Les enfants d'âge scolaire sont condamnés aux travaux durs en contrepartie de leur prise en charge dans les camps, c'est-à-dire qu'ils sont obligés de mener une vie misérable.

Des jeunes en âge scolaire se trouvant dans les sites trouvent refuge dans le recrutement militaire. Beaucoup de jeunes des camps de Muhuta sont entrés massivement dans ce corps pour des raisons de pauvreté.

Bref, le devenir de ces enfants se trouvant dans les camps est fort incertain. En effet, le milieu, qu'il soit physique ou humain est un endroit qui est constitué de tout ce qui touche la vie de l'homme.

Il faut souligner que sur le plan individuel, les enfants en âge scolaire mal nourris éprouvent des difficultés majeures dans la continuation des études. Plus de la moitié des écoliers abandonnent l'école suite à la pauvreté[103].

3. Les limites des tentatives de rapatriement et de réconciliation entre les « victimes » et les « bourreaux ».

Il est vrai, le Gouvernement a fait les tentatives de rapatriement mais ces tentatives n'ont pas réussi. En effet, nous avons déjà signalé que la crise d'octobre 1993 a été un facteur de structuration des communautés à savoir les déplacés, les regroupés, les dispersés sans oublier qu'il y a ceux qui ont franchi les limites nationales qui sont appelés les réfugiés.

Ici, il faut savoir que les trois premières catégories forment ceux qu'on appelle les réfugiés intérieurs.

Ainsi, pour ce qui concerne les réfugiés intérieurs et extérieurs, les raisons qui les poussent à ne pas vouloir rentrer sont multiples.

Nous avons déjà souligné dans les chapitres précédents qu'en quittant son domicile le réfugié qu'il soit intérieur ou extérieur part les mains vides. Sa maison et autres biens ont été endommagés. Pour lui donc, il n'est pas facile d'aller dans un endroit où il n'y a pas de maison et où il ne trouve pas de quoi satisfaire ses besoins.

---

[103] NZISABIRA, 60 ans, Muhuta, juillet 2010.

En outre, une autre raison, qui, me semble délicate, est le fait de trouver sur place des gens qui, pour eux ont causé leurs malheurs et qui n'ont pas été punis. Pour nous, c'est normal que les victimes de la guerre aient une certaine peur puisqu'ils ont des cœurs blessés ; la réconciliation est souvent enseignée et c'est bon mais il faut savoir que pardonner ne signifie pas oublier.

De plus, il faut ici savoir que le comportement des individus peut changer avec le milieu. En effet, ces gens dans la nouvelle vie, adoptent un nouveau comportement du fait du changement du mode de vie. Certains, il faut le savoir, suite au manque de travail sont devenus de plus en plus fainéants raison pour laquelle il serait difficile de pouvoir s'adapter à l'ancien mode de vie où ils mangeaient après avoir dépensé beaucoup plus d'efforts. Ainsi, venus du milieu rural où ils s'occupaient de l'agriculture et de l'élevage, ces gens sont pour la plupart inoccupés et cherchent encore une activité remplaçante et s'ils ne la trouvent pas, la paresse est à leur porte. Passer donc plus de dix ans sans travailler, ils s'habituent à ce genre de vie ; raison pour laquelle certains ne veulent pas rentrer.

Soulignons aussi qu'il y a des déplacés qui disent de la pérennisation de la guerre, de l'insécurité. C'est un prétexte puisque lors de nos enquêtes, nous avons pu remarquer que ce sont des motifs pour renforcer l'idée de rester dans le site et gagner les maisons qu'ils ont.

Au sujet du rapatriement, l'un d'eux nous a déclaré : « *Lorsqu'on me dit ces choses, pour moi ce ne sont que des fables, car je n'ai plus d'amis là bas. Jusqu'à maintenant, les voisins actuels sont en même temps la famille et les amis* »[104].

Ces paroles sont en contradiction avec la pratique observée dans la plupart des familles des déplacés qui envoient un de leurs membres pour exploiter leurs terres sur la colline. Celui-ci est souvent accueilli par l'une des familles restées

[104] Propos de NAHIMANA, 46 ans, Ruyobera, juillet 2010.

sur les collines. Ceci est remarquable surtout à l'occasion des fêtes familiales mais aucun déplacé n'a voulu nous parler de ces bonnes relations qui existent et que nous avons nous même remarquées, entre le site et ses collines mères. La raison reste la même, les déplacés forment un grand front pour combattre toute décision qui leur ferait retourner sur les collines d'origine. Ceci parce que comme nous l'avons déjà souligné ils ont adopté un nouveau comportement, un nouveau mode de vie.

Lors de nos enquêtes, nous avons pu constater que, dans l'esprit du déplacé, la sécurité n'est pas encore de mise. Le souvenir et le traumatisme lié au conflit sanglant consécutif au coup d'Etat du 21 octobre 1993 reste persistant. La sensibilisation au retour doit s'accompagner d'un programme de réconciliation entre les communautés. Le gouvernement, les responsables des partis politiques et les ONGs peuvent travailler en synergie pour avoir rapidement le meilleur résultat[105].

Nous avons également constaté que le processus d'indépendance a été accompagné par des crises politiques qui ont persisté et ont dégénéré en conflits ethniques plongeant ainsi le pays dans des cycles de violences caractérisés par des massacres interethniques.

En effet, les premiers Burundais réfugiés se sont manifestés avec la crise de 1965, qui a touché une petite partie du territoire, tandis que les poids lourds des sinistrés de guerre auxquels le pays fait face aujourd'hui résultent des crises de 1972 et 1973. Avec ces crises, des personnes sont mortes, d'autres ont pris le chemin d'exil vers les pays voisins, d'autres ont fui leurs collines d'origine pour se réfugier dans des endroits moins conflictuels à l'intérieur du pays. Ce sont ces personnes que l'on qualifie de déplacés et de rapatriés dans cette étude.

Des efforts de réconciliation ont été entrepris avec le concours de la communauté internationale à travers le processus de paix lequel commence à

[105] Ministère de la Solidarité Nationale, Rapport sur l'étude d'actualisation de la base de données sur la situation des déplacés et des rapatriés encore dans les sites, p.

produire des résultats significatifs en matière de rapatriement et de réinstallation et réinsertion des déplacés et des rapatriés[106].

Les négociations politiques conduites sous l'égide du Président Nelson Mandela ont débouché sur un accord de paix signé à Arusha le 28 août 2000. L'Accord d'Arusha entré en vigueur le premier novembre 2001 a été couronné par la mise en place des institutions démocratiquement élues en 2005 après une période de transition de 3 ans.

Malgré un climat de paix qui a régné sur une grande partie du territoire à l'issue de ces accords, une situation d'insécurité a persisté dans quelques provinces comme BUBANZA, BUJUMBURA MAIRIE et BUJUMBURA RURAL suite à des attaques sporadiques du dernier mouvement rebelle à savoir : le PALIPEHUTU-FNL. Des négociations menées entre le gouvernement et cette rébellion sous la médiation sud-africaine ont permis de conclure un accord de paix et particulièrement un cessez-le-feu signé en juin 2008.

Avec cette évolution, le Burundi sort de la guerre et passe progressivement de l'assistance humanitaire à la reconstruction. Cette évolution politique a induit un mouvement massif des réfugiés et de retour des déplacés. La province de Bujumbura fait exception pour ce qui est de la sécurité ; la province de Bubanza de même.

En effet, alors que dans les autres provinces on observait le retour des déplacés et la fermeture des sites après la signature des accords de paix et la mise en place des institutions démocratiques en 2005, les provinces Bubanza et Bujumbura Rural ont connu un état stationnaire avec l'ouverture même de nouveaux sites. Cette situation s'explique par l'insécurité conséquente de la guerre entre les forces gouvernementales et la rébellion PALIPEHUTU-FNL qui prévalait encore dans ces entités territoriales (en 2009).

[106] Ministère de la Solidarité Nationale, op.cit., p.40.

En province Bujumbura Rural, pour cause de la guerre, l'effectif des ménages résidant dans les sites a évolué en dents de scie passant de 1.811 ménages en 2002 à 2.197 ménages en 2004, à 798 ménages en 2005 et à 1.001 ménages en 2009. Seulement 2 sur 12 ont fermé dans Bujumbura Rural (en 2009).

En général, selon les provinces et les sites, une partie de la population des déplacés veut retourner chez elle mais souhaite une assistance au retour notamment dans la construction du logement et une assistance en vivres et non vivres pour tenir dans la période difficile de réinstallation. Une autre catégorie, pour diverses raisons que nous avons mentionnées veut rester dans les sites. Les raisons majeures évoquées par les concernés sont l'acquisition d'une parcelle dans le site des déplacés, l'insécurité, le fait de n'avoir ni terre ni référence dans les zones d'origine.

En effet, le dernier cas concerne principalement les réfugiés extérieurs par exemple ceux des années 1965 et 1972. Ceux-ci, du fait du long moment passé à l'extérieur du pays d'origine, c'est normal qu'ils ne se rappellent pas de leur provenance.

Ajoutons que, les réfugiés extérieurs qui se préparaient pour rentrer dans les années 1993 c'est-à-dire les réfugiés de 1965 et de 1972 ont été freinés par le mouvement de fuite des rescapés de 1993.

En outre, ces déplacés souhaitent en général qu'on les aide à s'y installer soit en construisant des logements décents pour ceux qui n'en ont pas, soit en transformant leurs sites en villages de paix qui seraient ouverts à d'autres ethnies et autres catégories de personnes (opérateurs économiques, ...). La vie dans les villages de paix serait améliorée en y apportant les infrastructures de développement dont l'eau, l'électricité, les écoles, les centres de santé, etc.[107]

[107] Ministère de la Solidarité Nationale, op.cit.

Bref, l'avenir des « réfugiés intérieurs » doit s'envisager à la lumière de l'évolution politique susceptible de conduire à la sécurité et à la paix intérieure durable. Le sort des « réfugiés intérieurs » dépend de plusieurs facteurs, notamment :

- l'amélioration de leurs conditions de vie qui deviennent de plus en plus précaires, le retour à la sécurité et à la paix pour la reprise des activités du monde rural qui faisaient vivre l'économie nationale ;
- la reconstruction du tissu social et familial à travers des programmes de réinstallation et de réinsertion socio-économiques des ménages, la restauration d'une morale collective fondée sur le rétablissement de la confiance mutuelle entre les composantes sociales afin d'aboutir à un retour à la cohabitation pacifique.

C'est à travers tous ces facteurs qui n'ont rien d'exhaustif que se pose aujourd'hui la problématique des réfugiés au Burundi.

Les résultats de nos enquêtes nous ont amené à conclure que le Burundi est en train de sortir de la guerre et entre progressivement dans la reconstruction. Le processus de paix initié avec l'appui de la communauté internationale a ramené la confiance entre Burundais et l'on assiste à un rapatriement massif des réfugiés et des retours massifs de déplacés sur leurs collines d'origine.
Dans certaines provinces où la crise de 1993 a été très profonde, les déplacés redoutent encore de l'insécurité à leur égard et préfèrent rester dans les sites. Le Ministère peut adopter une politique de réinstallation et de réinsertion, le MSNRRRS peut envisager des activités à court, moyen et long terme.

Enfin, la crise socio-politique qu'a connue le Burundi a touché directement ou indirectement l'ensemble du territoire national et la reconstruction concerne tout en chacun. C'est pourquoi le MSNRRRS est appelé à vulgariser ces programmes de réinstallation et de réinsertion et à solliciter les différents partenaires pour y contribuer.

CONCLUSION GENERALE

Tout au long de ce travail, nous avons essayé d'étudier les conséquences de la crise de 1993 dans la commune Muhuta.

Nous avons déjà dit qu'au premier moment à Muhuta, il n'y a pas eu de tueries entre Hutu et Tutsi comme dans les autres localités du pays. Seulement, les Tutsi ont été atteints d'une panique qui les a poussés à quitter leur domicile. Les tueries se sont observées avec l'arrivée des groupes rebelles qui avaient l'objectif de détruire la population tutsi. Une situation pareille est interprétée comme un génocide d'après la définition de Thierry MAULNIER. Il souligne que le génocide est un « *crime qui consiste à détruire systématiquement les bases de la vie d'un groupe social ou racial en désintégrant ses institutions politiques, religieuses, sociales, culturelles, morales, ...* »[108].

L'adoption de la constitution de 1992 nous a conduit au multipartisme. La population de Muhuta manifesta une attitude variée selon les catégories. Si les fonctionnaires ont accueilli positivement le multipartisme, les populations rurales et analphabètes n'étaient pas du même avis. En effet, ces derniers ont vu dans le multipartisme l'origine de la crise, de tous les malheurs dont ils sont victimes. Pour les gens « instruits », le mal se trouve dans les hommes, tandis que pour le reste, le mal se trouve dans le système. Ainsi, suite à la crise que cette population traverse, l'approche positive du multipartisme a perdu sa valeur.

Avec la victoire du parti FRODEBU, les Tutsi ont eu peur. Chez les vainqueurs, la passion a dominé. Au niveau de l'administration, le désordre a été la principale caractéristique ; un peu partout dans la commune, le désordre, l'impunité, la désobéissance civile sont observés.

La population n'a plus de respect envers l'autorité. Celle-ci a perdu de légitimité. Le seul cadre de légitimation restant celui d'être Hutu ou Tutsi respectivement dans le milieu Hutu ou Tutsi. Les Hutu ont peur des Tutsi et

---

[108] MAULNIER (Th.), Le sens des mots, Paris, Flammarion, 1976, p.101.

vice-versa. L'extrémisme tend à dominer les comportements chez les uns comme chez les autres.

Les forces de l'ordre sont intervenues à point nommé. Les militaires ont été qualifiés de tous les maux selon les milieux. Leur action a été positivement saluée chez les Tutsi, ce qui est le contraire chez les Hutu.

Précisons ici que les leaders politiques exploitent l'ignorance des paysans à des fins partisanes et ethniques. La course au pouvoir pour les leaders et la recherche des postes aux échelons intermédiaires et à la base furent des stimulants puissants pour user de tous les moyens, y compris criminels pour atteindre ces objectifs. Les propos de Déo NSAVYIMANA sont révélateurs à ce sujet : « *Tant que la majorité de notre peuple sera analphabète, tant qu'elle sera très pauvre, tant que bon nombre d'éléments instruits de ce pays seront embourbés dans la lutte sans fin pour sauvegarder un minimum de vie à la marge de la dignité ou pour gérer un misérable salaire, les dirigeants, même élus « démocratiquement » si vous voulez ne seront que des oligarques qui n'auront d'autre souci que de se partager le maigre gâteau national sur le dos de leur électeur* »[109].

La crise socio-politique que connaît le Burundi depuis 1993 a généré un phénomène nouveau, celui des déplacés. Dans les camps de déplacés, les conditions matérielles de vie sont très difficiles. Elles sont tellement dures que la femme, vivant dans la plupart des fois seule, est obligée d'adopter un comportement sexuel à risque pour faire vivre sa famille dont elle est chef.
Aussi, le déplacé tente alors de s'adapter à un nouveau mode de vie, plus difficile. Ayant toujours investi dans l'agriculture, il sera difficile pour lui de trouver une autre activité qui puisse remplacer valablement l'agriculture.
Certaines familles préfèrent envoyer un de leurs membres exploiter l'ancienne propriété sur la colline d'origine. La majorité des déplacés est sous employée. Elle se contente du petit commerce, de certains métiers et services occasionnels.

---

[109] NSAVYIMANA (D.), « La démocratie a-t-elle un avenir au Burundi après le séisme d'octobre 1993 » ? in Le Renouveau n°4285 du 25 janvier 1994, p.4.

Nous ne pouvons pas prétendre avoir épuisé ce sujet, nous nous arrêtons, au contraire, au carrefour des pistes que des chercheurs pourront approfondir. Notre souhait est que notre travail soit utile aux autres chercheurs ainsi qu'à toute personne qui intervient dans ce domaine.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

A. Ouvrages généraux

BALLEY (R.H.), Violence et agression, Nardeland, the life international, 1977, 310p.

GAUCHET (A.), Situation de la démocratie, Gallimard, Le Seuil, 1993, 303p.

MANIRAKIZA (M.), La fin de la monarchie burundaise 1962-1966, Paris, 1990.

REYNTJENS (F.), L'Afrique des Grands Lacs en crise : Rwanda-Burundi 1988-1994, Paris, Karthala, 1995, 223p.

B. Mémoires

BARUMWETE (S.), Contribution à l'étude de l'idéologie hamitique comme facteur d'ethnisme et de violence.

BIKORIMANA (A.), Impact des conditions sociales des camps de déplacés sur la propagation du VIH/SIDA chez les familles déplacées : cas du Quartier III dans la zone NGAGARA, mémoire, UB, 1996, 145p.

NDAYISHIMIYE (J.P.), L'image de l'autre qui me fait peur, mémoire, Bujumbura, UB, 1997, 159p.

NIMUBONA (J.), Election présidentielle du 1er juin 1993 au Burundi, problématique de la légitimation en situation de dynamique socio-politique, Université de Bordeaux I, I.E.P., Bordeaux 1994, 176p.

NIYONSABA (Th.), Ethnicité et pouvoir politique au Burundi. Essai d'analyse, mémoire, Bujumbura, UB, 1997.

C. Articles de journaux et documents divers

NSAVYIMANA (D.), « La démocratie a-t-elle un avenir au Burundi après le séisme d'octobre 1993 ? », in Au Cœur de l'Afrique 3-4, Bujumbura 1994, pp.427-441.

NTABONA (A.), « Au cœur du drame burundais : le totalisme ethnocentriste, ses bouleversements et ses conséquences », in Au Cœur de l'Afrique 3-4, Bujumbura, 1994, pp.353-358.

ANNEXE

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

I. Questions d'identification

1. Nom :

Age :

Sexe :

Colline :

Commune :

Province :

2. Quelle est votre religion ?

3. Quelle est votre profession ?

II. Situation de la région avant la crise d'octobre 1993

1. Avant la crise d'octobre 1993, étiez-vous satisfait ou insatisfait de l'action de : - votre administrateur ?
   - votre chef de colline ?
   - votre chef de zone ?
   - Quels sont les motifs de satisfaction ?
   - Quels sont les motifs d'insatisfaction ?

2. Quel était le comportement de la population de Muhuta dans les événements de 1972 ?
   Y'a-t-il eu des affrontements entre Hutu et Tutsi ?

3. Quelle était l'état de la sécurité avant la campagne électorale ?

4. Y'avait-il des signes avant-coureurs du drame qui allait survenir en octobre 1993 ?

5. Quelle était votre attitude :
   - lors de la campagne électorale ?
   - lors de la victoire du FRODEBU ?
     * joie
     * frustration
     * pas de sentiment
   - après l'assassinat du président NDADAYE ?

6. Quels sont les mobiles qui ont conduit à des massacres ?
   - Injustice
   - Peur d'être tué
   - Vengeance

III. L'installation des camps des déplacés

1. A quand l'installation du premier camp de déplacés ?
2. Quels étaient les besoins des « déplacés » dans les premiers jours ?
3. Quel était le secours des organisations humanitaires ?